

Burkina Faso
Unité - Justice - Progrès

Ministère de l'Economie, des Finances et
du Développement

Secrétariat Général

Institut National de la Statistique
et de la Démographie (INSD)



TBE n° 02/2018

Tableau de bord de l'Economie

au 2^{ème} trimestre 2018

Octobre 2018

SOMMAIRE

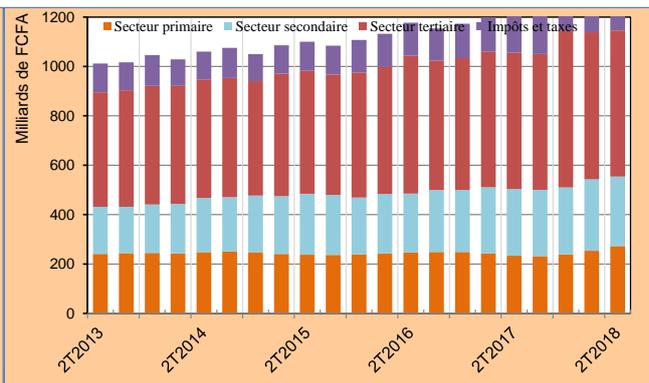
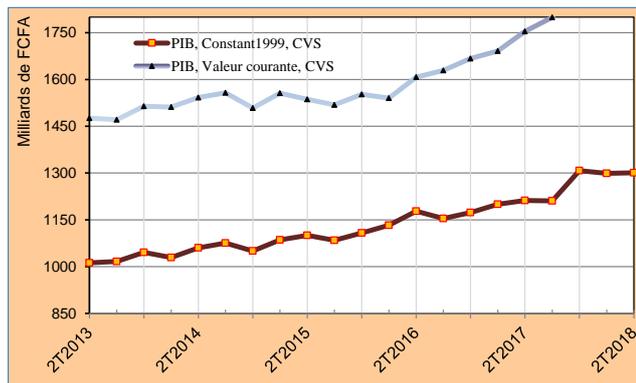
Secteur réel	3
Secteur finances publiques	10
Secteur monétaire	15
Secteur extérieur	19
Définitions et abréviations	24
Crédit des contributions	25

Secteur réel

Au deuxième trimestre 2018, le PIB réel reprend sa croissance (+0,1%) en glissement trimestriel après une baisse de 0,7% au trimestre précédent. L'activité économique enregistre une hausse du niveau général des prix à la consommation, essentiellement imputable à une augmentation des prix des "produits alimentaires et boissons non alcoolisées", et des "boissons alcoolisées, tabacs et stupéfiants". Quant à l'activité industrielle, elle poursuit sa croissance sous l'impulsion des industries textiles, des industries extractives, des industries fabrication de matériaux de construction et des industries énergétiques.

COMPTES NATIONAUX TRIMESTRIELS (CNT)

CNT (Milliards de FCFA) Prix constants 1999, Corrigés des variations saisonnières	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	Glissement	
	2017	2017	2017	2018	2018	trimestriel	annuel
Secteur primaire	233,2	232,1	239,2	253,4	272,8	7,7%	17,0%
Agriculture	115,5	113,7	120,1	133,6	152,2	14,0%	31,8%
Elevage	87,5	88,1	88,7	89,2	89,8	0,7%	2,6%
Sylviculture, pêche et chasse	30,2	30,3	30,5	30,6	30,8	0,6%	2,1%
Secteur secondaire	270,8	268,1	271,0	289,6	281,1	-3,0%	3,8%
Extraction	46,1	41,6	49,6	56,6	50,0	-11,7%	8,6%
Industrie manufacturière	99,1	98,7	99,5	100,0	100,5	0,6%	1,5%
Agroalimentaire	55,5	55,4	56,4	56,9	57,5	1,1%	3,5%
Egrenage et fabrication de textiles	5,8	5,8	5,8	5,9	5,9	0,0%	1,4%
Bois et métaux	20,5	20,2	19,9	19,6	19,4	-1,1%	-5,5%
Autres industries manufacturières	17,2	17,3	17,4	17,6	17,8	0,9%	3,2%
Energie	32,2	32,3	32,7	32,9	33,7	2,4%	4,7%
BTP	93,4	95,5	89,2	100,1	96,8	-3,3%	3,6%
Secteur tertiaire	551,1	550,4	634,1	595,9	592,1	-0,6%	7,4%
Services marchands	312,8	301,8	344,5	335,0	339,7	1,4%	8,6%
Commerce	118,9	118,1	120,2	125,8	131,5	4,5%	10,6%
Hôtellerie et restauration	11,2	11,2	11,2	11,2	11,2	-0,4%	-0,3%
Transports	9,9	9,9	10,0	10,5	10,9	4,5%	10,2%
Télécommunication	77,7	67,2	98,8	80,0	80,7	1,0%	3,9%
Services financiers	43,5	44,6	46,3	49,5	49,7	0,5%	14,3%
Autres services marchands	51,5	50,8	58,0	58,0	55,6	-4,2%	7,9%
Services non marchands	265,1	276,1	318,0	291,3	283,0	-2,8%	6,8%
Administrations publiques	243,6	254,5	296,4	269,6	261,2	-3,1%	7,2%
Autres services non marchands	21,5	21,5	21,6	21,7	21,8	0,4%	1,5%
SIFIM	-26,8	-27,5	-28,5	-30,4	-30,6	0,5%	14,1%
Impôts et taxes	156,6	160,1	163,4	159,8	154,5	-3,3%	-1,3%
PIB, Constant1999, CVS	1 211,8	1 210,7	1 307,7	1 298,8	1 300,6	0,1%	7,3%
PIB, Valeur courante, CVS	1 753,9	1 799,2	1 933,0	2 090,9	1 902,6	-9,0%	8,5%



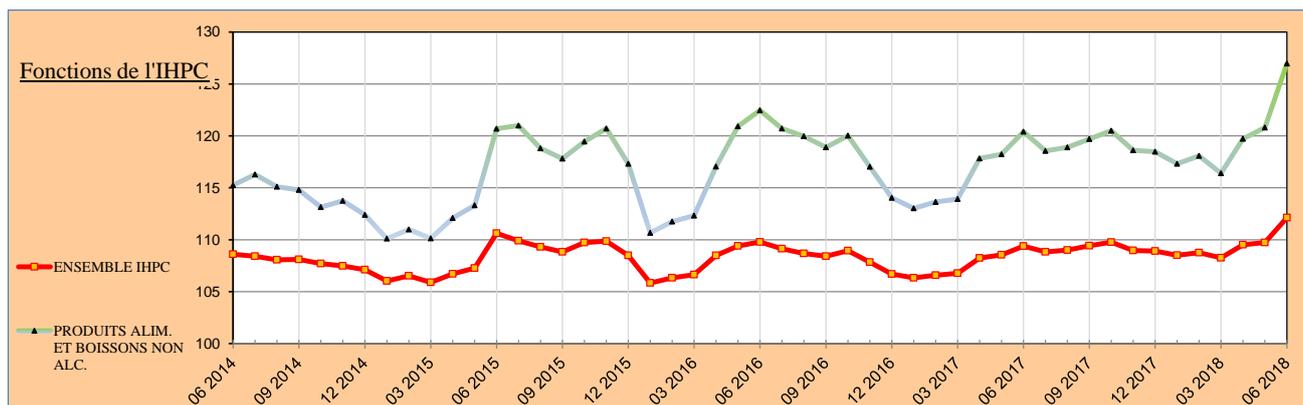
Au deuxième trimestre 2018, le PIB réel progresse de 0,1% par rapport au trimestre précédent. Cette hausse de l'activité économique au cours de ce trimestre résulte de l'action conjuguée du progrès noté au niveau des activités du secteur primaire (7,7%) et d'une baisse dans les secteurs tertiaire (-3,0%), et secondaire (-0,6%).

Comparativement au deuxième trimestre 2017, l'activité économique demeure en hausse (+7,3%).

Source : MINEFID / INSD

INDICE HARMONISE DES PRIX A LA CONSOMMATION (IHPC)

IHPC Trimestriel Base 100 = 2008	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	Glissement	
	2017	2017	2017	2018	2018	trimestriel	annuel
ENSEMBLE IHPC	108,7	109,1	109,2	108,5	110,5	1,8%	1,6%
PRODUITS ALIM. ET BOISSONS NON ALC.	118,8	119,1	119,2	117,3	122,5	4,5%	3,1%
BOISSONS ALCOOLISEES, TABACS ET STUPEFIANTS	99,9	100,0	99,8	103,3	108,8	5,4%	8,9%
ART. D'HABILLEMENT ET ARTICLES CHAUSSANTS	102,0	102,0	102,0	102,0	102,0	0,0%	0,0%
LOGEMENT, EAU, ELECTRICITE, GAZ, AUTRES COMB.	118,7	119,0	119,4	118,9	118,5	-0,4%	-0,2%
AMEUBL., EQUIP. MENAGER, ENTRET. MAISON	98,2	98,2	98,2	98,2	98,2	0,0%	0,0%
SANTE	101,3	101,3	101,3	101,3	101,3	0,0%	0,0%
TRANSPORTS	104,8	104,8	104,9	104,9	104,9	0,0%	0,0%
COMMUNICATION	64,2	64,2	64,2	64,2	64,2	0,0%	0,0%
LOISIRS, SPECTACLES ET CULTURE	97,3	97,3	97,3	97,3	97,3	0,0%	-0,1%
ENSEIGNEMENT	108,6	108,6	110,7	110,7	110,7	0,0%	2,0%
HOTELS, CAFES, RESTAURANTS	115,9	118,5	118,4	118,1	117,7	-0,4%	1,6%
AUTRES BIENS ET SERVICES	105,3	105,3	105,3	105,3	105,3	0,0%	0,0%



Le deuxième trimestre 2018 est marqué par une hausse du niveau général des prix à la consommation, de 1,6% en variation annuelle et de 1,8% en variation trimestrielle.

La hausse relevée en glissement trimestriel est surtout liée à un renchérissement des "boissons alcoolisées, tabacs et stupéfiants" (+5,4%) et des "produits alimentaires et boissons non alcoolisées" (+4,5%). Les autres produits de consommation n'ont pas enregistré de variations significatives de leurs prix.

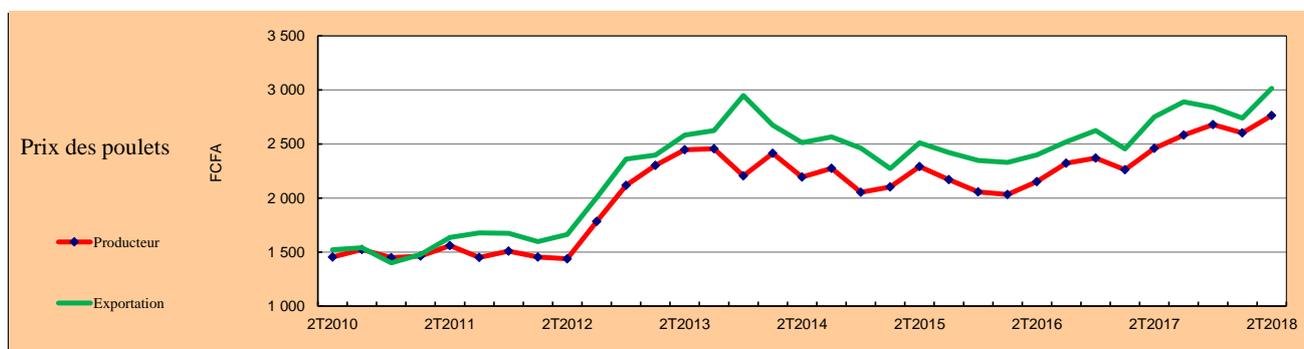
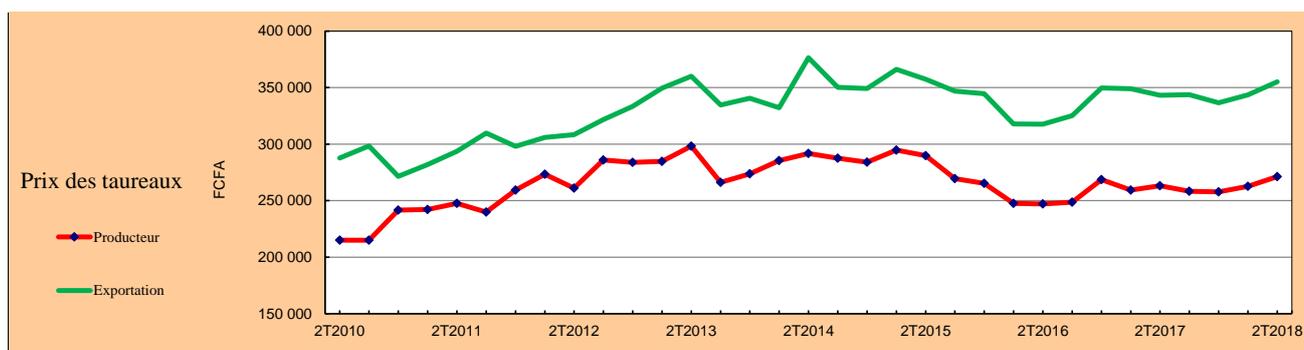
Quant à l'inflation annuelle, elle est également imputable au renchérissement des services des "boissons alcoolisées, tabacs et stupéfiants" (+9,8%) , des "produits alimentaires et boissons non alcoolisées" (+3,1%), mais également des services d'"enseignement" (+2,0%) et des services des "restaurants et hôtels" (+1,6%) . Les autres produits ont enregistré de faibles variations de leurs prix.

L'augmentation des prix de la fonction «boissons alcoolisées, tabac et stupéfiants » est consécutive au renchérissement des tabacs et stupéfiants, malgré la baisse du prix de la bière locale. S'agissant du renchérissement des "produits alimentaires et boissons non alcoolisées", il fait suite à la flambée des prix des céréales, non seulement à cause de la mauvaise campagne agricole 2017-2018, mais aussi liée à la période correspondant au début de la campagne agricole.

Source : MINEFID / INSD

PRIX DES PRODUITS DE L'ELEVAGE

Prix sur les marchés de référence En Francs CFA	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	Glissement	
	2017	2017	2017	2018	2018	trimestriel	annuel
	Prov						
Prix au producteur du taureau	263 185	258 344	257 805	262 614	271 325	3,3%	3,1%
Prix à l'exportation du taureau	343 247	343 688	336 616	343 522	355 184	3,4%	3,5%
Prix au producteur du bœuf	42 311	47 706	47 037	45 029	49 648	10,3%	17,3%
Prix à l'exportation du bœuf	51 809	55 016	51 408	51 855	57 269	10,4%	10,5%
Prix au producteur du bouc	24 126	26 720	26 606	27 758	30 075	8,3%	24,7%
Prix à l'exportation du bouc	34 593	36 805	32 642	33 389	35 768	7,1%	3,4%
Prix au producteur du poulet	2 460	2 583	2 679	2 603	2 763	6,1%	12,3%
Prix à l'exportation du poulet	2 750	2 889	2 839	2 740	3 015	10,0%	9,6%
Prix au producteur de la pintade	2 189	2 515	2 604	2 557	2 732	6,8%	24,8%
Prix à l'exportation de la pintade	2 724	2 727	2 759	2 633	2 825	7,3%	3,7%



Au deuxième trimestre 2018, le marché des animaux s'est caractérisé par une baisse du niveau d'approvisionnement en bétail (bovins, ovins caprins) et une hausse des prix aussi bien sur les marchés de production que d'exportation comparativement au trimestre précédent.

Le prix du taureau a été en hausse par rapport au trimestre écoulé. Il s'est affiché à 271 325 FCFA sur les marchés de production et à 355 184 FCFA sur les marchés d'exportation atteignant du même coup leur niveau respectif du troisième et du deuxième trimestre 2015. Avec ces niveaux, les variations trimestrielles du prix au producteur et du prix à l'exportation du taureau ont été de +3,3% et de +3,4% respectivement. En glissement annuel, le prix du taureau a été aussi en hausse sur les marchés de production (+3,1%) et d'exportation (+3,5%). La baisse de l'offre en bovin de 25,3% et la hausse de la demande de 18,3% expliqueraient en partie la hausse du prix du taureau.

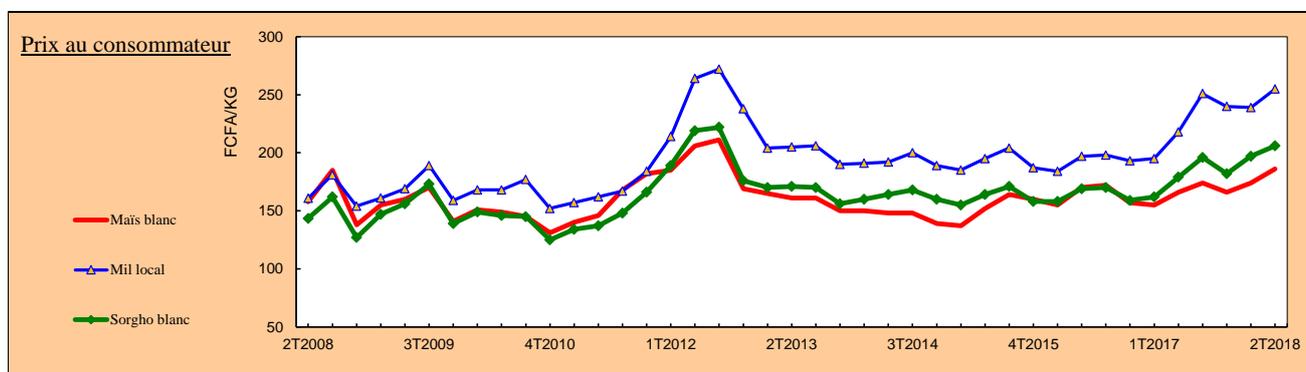
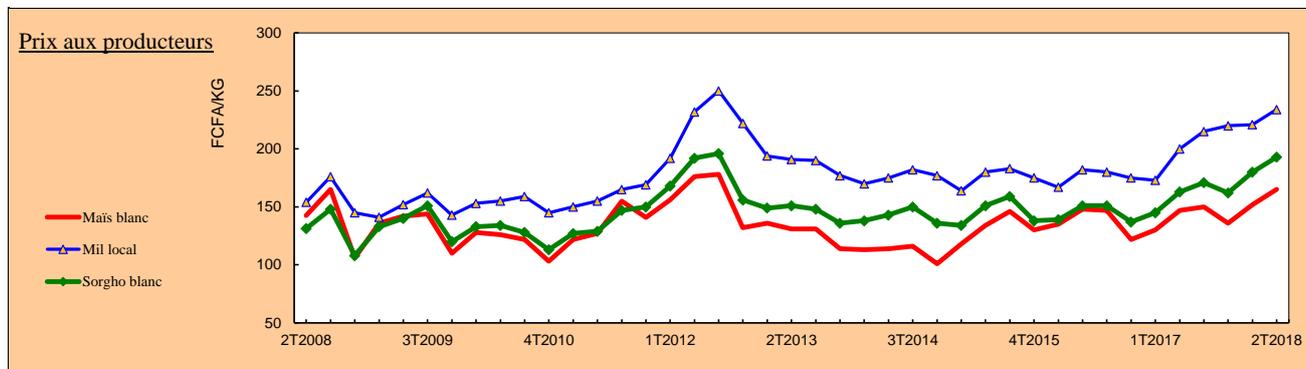
Le prix du bœuf au premier trimestre 2018 a été de 49 648 FCFA sur les marchés de production et de 57 269 FCFA sur les marchés d'exportations, en hausse d'au moins 10% par rapport au trimestre précédent. Par rapport au deuxième trimestre 2017, c'est également une hausse du prix du bœuf qui a été observée. Les prix du bouc ont quant à eux, affichés les mêmes tendances que les prix du bœuf en glissement trimestriel aussi bien sur les marchés de production que d'exportation. Ainsi donc, le prix du bouc a été de 30 075 FCFA sur les marchés de production soit une hausse de 8,3% et de 35 768 FCFA sur les marchés d'exportation soit une hausse de 7,1% au deuxième trimestre 2018. La hausse du prix du bœuf et du bouc sur les marchés pourrait s'expliquer par la hausse de demande en petits ruminants (+ 26,8%) par rapport au premier trimestre 2018 pour la consommation lors des cérémonies socio culturelles et des fêtes (Pâques et Ramadan).

Les prix du poulet et de la pintade ont été en hausse sur l'ensemble des marchés par rapport au premier trimestre 2018. En glissement annuel, les hausses observées ont été importantes sur les marchés de production et se sont affichées à 12,3% pour le poulet et à 24,8% pour la pintade. La hausse du prix de la volaille s'expliquerait par la forte demande enregistrée au cours de ce trimestre.

Sources : M.R.A.H. / D.G.E.S.S.

PRIX DES PRODUITS AGRICOLES

Prix sur les marchés de référence (En Francs CFA / Kg)	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	Glissement	
	2017	2017	2017	2018	2018	trimestriel	annuel
Prix au producteur du maïs blanc	147,0	150,0	136,0	152,0	165,0	8,6%	12,2%
Prix au consommateur du maïs blanc	166,0	174,0	166,0	174,0	186,0	6,9%	12,0%
Prix au producteur du mil local	200,0	215,0	220,0	221,0	234,0	5,9%	17,0%
Prix au consommateur du mil local	218,0	251,0	240,0	239,0	255,0	6,7%	17,0%
Prix au producteur du sorgho blanc	163,0	171,0	162,0	180,0	193,0	7,2%	18,4%
Prix au consommateur du sorgho blanc	179,0	196,0	182,0	197,0	206,0	4,6%	15,1%



La baisse de production de la campagne 2017/2018 est la principale cause des hausses de prix enregistrées.

L'approvisionnement des marchés en ce deuxième trimestre s'est fait principalement à travers les stocks commerçants. En fin de trimestre, les stocks producteurs, au regard de la mauvaise campagne écoulée, sont à un niveau bas. Et le peu restant constitue les ressources alimentaires pour les travaux champêtres de la campagne agricole à venir. L'offre sur les marchés est moyenne dans les parties Ouest et Sud-Ouest du pays et faible dans la partie Nord. Cette offre jugée en baisse de 40 à 60% comparativement à une année précédente. Dans les provinces déficitaires, la demande est très forte avec l'amenuisement précoce des stocks ménages. L'offre est cependant renforcée par les points de vente de céréales à prix social sur toute l'étendue du territoire. Au mois de juin, 250 points de vente qui sont fonctionnelles et permettent de freiner l'ascension des prix sur les marchés.

Les prix des principales céréales se maintiennent à un niveau assez élevé. Sur les marchés de collecte, les moyennes trimestrielles sont de 165 FCFA/kg pour le maïs, 234 FCFA/kg pour le mil et 193 FCFA/kg pour le sorgho. Sur les marchés de détail, les prix moyens sont de 186 FCFA/kg pour le maïs, 255 FCFA/kg pour le mil et 206 FCFA/kg pour le sorgho.

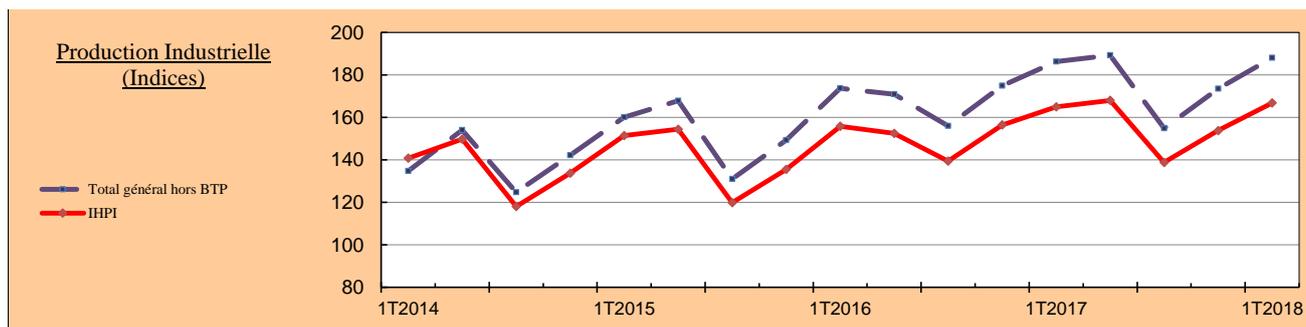
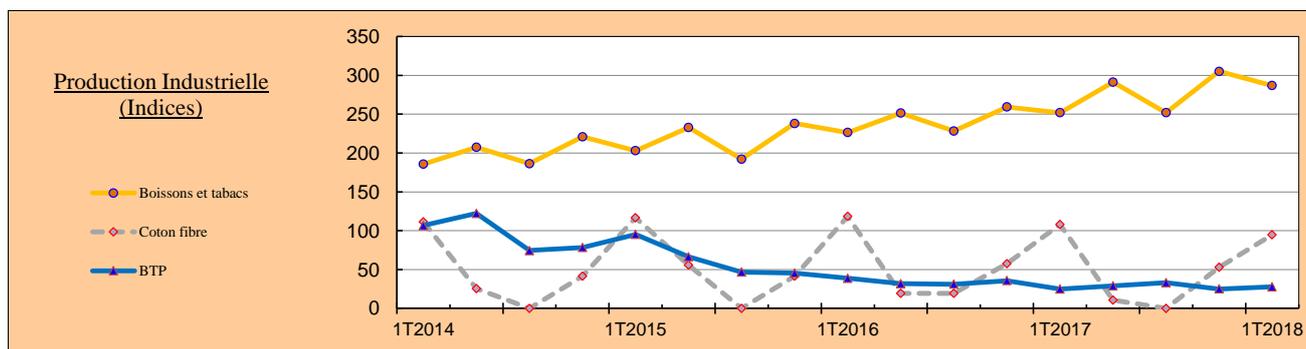
Comparativement au premier trimestre 2018, les prix à la collecte ont connu des hausses de 8,6% pour le maïs, de 5,9% pour le mil et de 7,2% pour le sorgho. Par rapport au second trimestre de 2017, le prix du maïs a haussé de 12,2%, celui du mil de 17,0% et celui du sorgho de 18,4%.

Pour les prix au détail, des hausses de 6,9%, 6,7% et 4,6% ont été enregistrées respectivement pour le maïs, le mil et le sorgho par rapport au trimestre précédent. Comparés au même trimestre de 2017, les prix de 2018 sont en hausse de 12,0% pour le maïs, de 17,0% pour le mil et de 15,1% pour le sorgho.

Sources : M.A.A.H. / SO.NA.GE.S.S.

INDICE HARMONISE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE (IHPI)

IHPI Trimestriel Base 100 en 2007, Données brutes.	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	Glissement	
	2017	2017	2017	2017	2018	trimestriel	annuel
COTON FIBRE (SOFITEX)	107,9	10,5	0,0	52,8	94,7	79,1%	-12,3%
PRODUITS ALIMENT., BOISSONS ET TABACS	209,7	230,5	182,4	215,6	223,5	3,7%	6,6%
INDUSTRIES DES TEXTILES (y compris coton)	120,5	32,3	15,3	61,5	99,5	61,9%	-17,4%
INDUSTRIES EXTRACTIVES	1 227,3	1 228,1	1 108,9	1 188,1	1 517,6	27,7%	23,7%
INDUSTRIES MANUFACT. (Hors Coton)	152,1	161,0	140,2	144,7	149,3	3,2%	-1,9%
BOISSONS ET TABAC	251,9	291,3	251,9	305,0	286,8	-6,0%	13,8%
AUTRES INDUSTRIES MANUFACT.	152,1	161,0	140,2	144,7	149,3	3,2%	-1,9%
BOULANGERIES, MEUNERIES	126,8	122,9	127,3	135,5	136,7	0,9%	7,8%
AUTRES INDUST. ALIMENTAIRES	126,2	109,5	39,2	32,4	95,9	196,5%	-24,0%
INDUST. TEXTILES (Hors SOFITEX)	247,6	251,8	168,9	148,3	148,3	0,0%	-40,1%
INDUSTRIES CHIMIQUES	81,4	68,9	108,7	79,0	75,9	-3,9%	-6,7%
OUVRAGES EN BOIS ET METAUX	4,7	6,5	6,5	6,5	6,5	0,0%	39,1%
ELECTRICITE, GAZ ET EAU	182,4	218,9	160,1	187,4	196,2	4,7%	7,6%
BATIMENTS ET TRAVAUX PUBLICS	24,9	29,0	33,0	25,0	27,6	10,6%	11,0%
TOTAL GENERAL HORS BTP	186,3	189,3	154,9	173,5	188,0	8,4%	0,9%
IHPI	164,9	168,0	138,7	153,8	166,8	8,4%	1,1%



La croissance observée dans l'industrie burkinabè depuis le quatrième trimestre 2017, s'est poursuivie au premier trimestre 2018. En effet, l'indice harmonisé de la production industrielle (IHPI) s'établit 166,8, réalisant ainsi une progression, aussi bien en glissement trimestriel (8,4%) qu'annuel (1,1%).

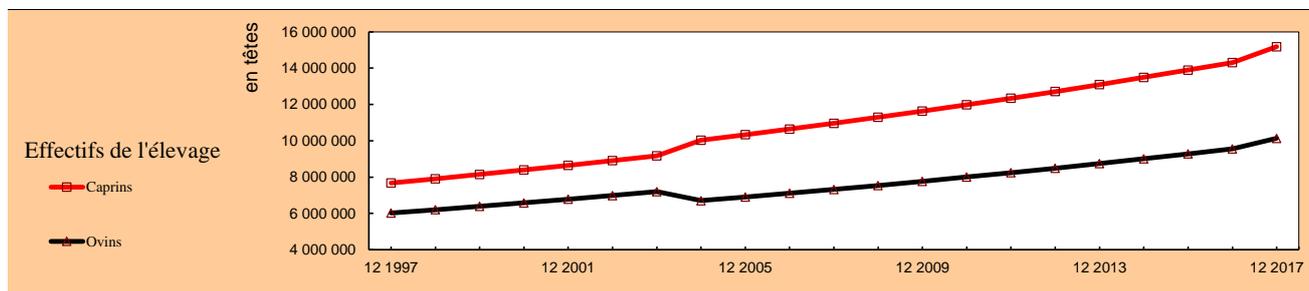
Cette évolution est impulsée par l'augmentation de la production dans les principales branches industrielles : les industries textiles, les industries extractives, les industries fabrication de matériaux de construction et les industries énergétiques. En effet, l'indice de l'activité d'égrenage de coton est en hausse de 87,5% par rapport au quatrième trimestre 2017, mais, enregistre une baisse de 8,8% en glissement annuel. Les industries extractives enregistrent, quant à elles, une importante hausse de production tant en glissement trimestriel (27,7%) qu'annuel (23,7%). Il en est de même pour le secteur eau, électricité, gaz, et les industries de fabrication de matériaux de construction dont les indices sont en croissance de 4,7% et 10,6% respectivement, en glissement trimestriel. Par rapport au premier trimestre de 2017, ces branches enregistrent des hausses plus importantes (7,6% pour les industries énergétiques et 11,0% pour le BTP).

Seulement deux branches d'activité ont connu des baisses de production au cours du premier trimestre 2018. Il s'agit des industries de boissons et de tabacs et des industries chimiques dont les indices sont en baisse de 6,0% et 3,9% respectivement, en glissement trimestriel. Cependant, par rapport au premier trimestre 2017, l'indice des industries de fabrication de boissons et de tabacs est en hausse de 13,8% tandis que celui des industries chimiques enregistre une baisse de 6,7%.

Source : MINEFID / INSD

EFFECTIFS DU SECTEUR DE L'ELEVAGE

Effectifs (en têtes et en milliers de têtes)	déc 2013	déc 2014	déc 2015	déc 2016	déc 2017	Croissance moyenne	
						2013-2017	2016-2017
Effectif de bovins (en têtes)	8 912 491	9 090 718	9 272 510	9 457 934	9 647 073	2,0%	2,0%
Effectif d'ovins (en têtes)	9 007 538	9 277 746	9 556 056	9 842 712	10 137 973	3,0%	3,0%
Effectif de caprins (en têtes)	13 486 864	13 891 447	14 308 172	14 737 393	15 179 490	3,0%	3,0%
Effectif de la volaille (poules + pintades) (en milliers de têtes)	40 991	42 220	43 487	44 792	46 135	3,0%	3,0%

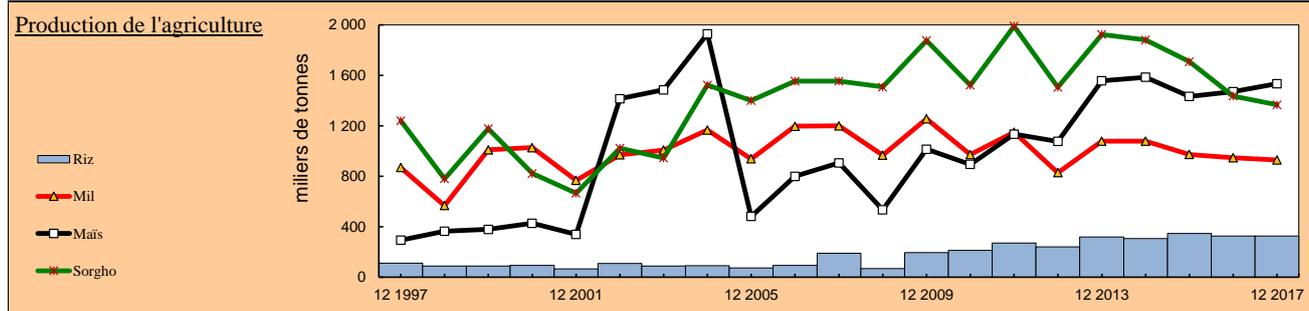


L'estimation des effectifs du cheptel en 2017 à partir des résultats de l'ENEC II nous renseigne que la volaille (Poule et Pintade) reste l'espèce la plus importante en termes d'effectif. La mise en œuvre l'Enquête National sur le Cheptel attendu pour 2018 par le Ministère des Ressources Animales et Halieutiques et ses partenaires permettra d'actualiser les effectifs du cheptel et les paramètres zootechniques.

Sources : M.R.A.H. / D.G.E.S.S.

PRODUCTION DU SECTEUR DE L'AGRICULTURE

Production de l'agriculture (tonnes)	déc 2013	déc 2014	déc 2015	déc 2016	déc 2017	Croissance moyenne	
						2013-2017	2016-2017
Production brute totale de céréales	4 869 723	4 469 300	4 189 665	4 567 066	4 063 198	-4,4%	-11,0%
dont : Production brute de mil	1 078 570	972 539	946 184	905 071	928 234	-3,7%	2,6%
dont : Production brute de sorgho	1 880 465	1 707 613	1 435 640	1 663 844	1 365 898	-7,7%	-17,9%
dont : Production brute de maïs	1 585 418	1 433 085	1 469 612	1 602 525	1 533 431	-0,8%	-4,3%
dont : Production brute de riz (pluvial et irrigué)	305 382	347 501	325 138	384 690	325 566	1,6%	-15,4%



Le premier trimestre a été marqué sur le plan agricole des résultats définitifs de la campagne agricole 2017/2018.

La production céréalière définitive de la campagne agricole 2017-2018 a été estimée à 4 063 198 tonnes. Cette production enregistre une baisse respective de 11,03% et de 11,65% par rapport à la campagne agricole passée et par rapport à la moyenne des cinq dernières années.

La production définitive des différentes céréales est établie comme suit :

- le mil : 928 234 tonnes soit une baisse de 8,49% par rapport à la production définitive de la campagne agricole 2016-2017 et de 16,86% par rapport à la production définitive moyenne des cinq dernières campagnes ;
- le maïs : 1 533 431 tonnes, soit une baisse de 4,31% par rapport à la production définitive de la campagne 2016-2017 et une quasi stabilité de 0,26% par rapport à la moyenne des cinq dernières campagnes ;
- le sorgho blanc : 1 005 214 tonnes soit une baisse respective de 14,63% et de 21,95% par rapport à la production définitive de la campagne agricole 2016-2017 et par rapport à la moyenne quinquennale ;
- le sorgho rouge : 360 684 tonnes, soit une baisse respective de 25,85% et de 16,95% par rapport à la production définitive de la campagne agricole 2016-2017 et par rapport à la moyenne quinquennale ;
- le riz : 325 566 tonnes, correspondant à une baisse de 15,37% par rapport à la production définitive de la campagne agricole 2016-2017 et par rapport à la moyenne des cinq dernières campagnes, elle est en baisse de 3,23% ;
- le fonio : 10 058 tonnes soit une baisse de 7,93% par rapport à la production définitive de la campagne agricole 2016-2017 et de 31,17% par rapport à la moyenne quinquennale.

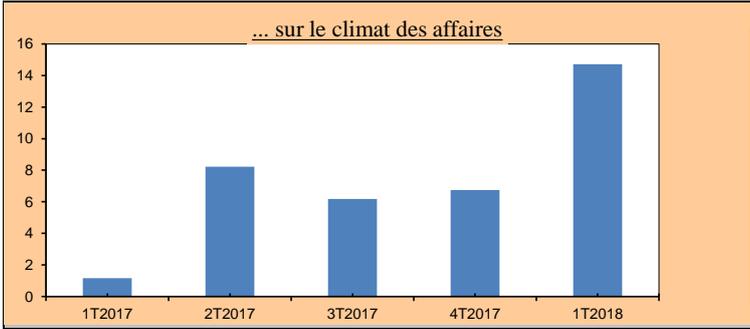
La production définitive des cultures de rente est évaluée à 1 360 958 tonnes ; elle est en baisse de 8,90% par rapport à la campagne passée et stable (+0,53%) par rapport à la moyenne des cinq dernières campagnes.

Ces baisses s'expliquent en partie par une baisse globale des rendements de toutes les spéculations, négativement affectées par les longues séquences sèches, l'arrêt précoce des pluies, l'attaque de la chenille légionnaire et des oiseaux granivores.

Le bilan céréalier définitif fait ressortir un déficit brut global estimé à 477 448 tonnes, résultant d'un excédent brut de 269 619 tonnes pour les céréales traditionnelles (mil, sorgho, maïs, fonio) et de déficits bruts de 534 851 tonnes pour le riz et 212 216 tonnes pour le blé.

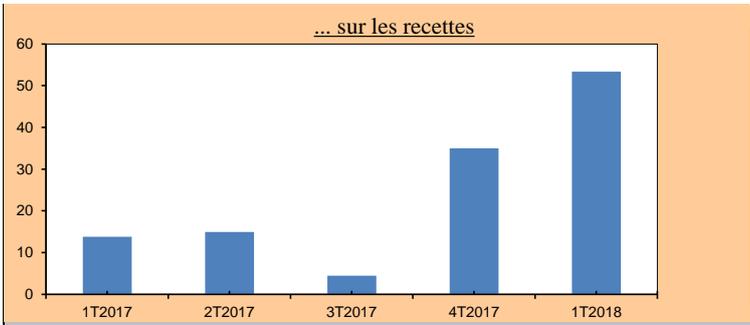
En prenant en compte le solde import/export, le bilan céréalier définitif fait ressortir un excédent net de 208 843 tonnes, dégageant un disponible apparent par habitant de 213 Kg.

SOLDES D'OPINION (%) DES CHEFS D'ENTREPRISES...



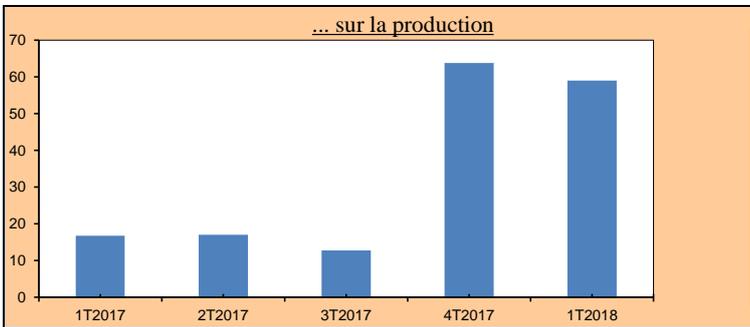
Climat des affaires

Le climat des affaires s'est amélioré au premier trimestre 2018 comparé au quatrième trimestre 2017.



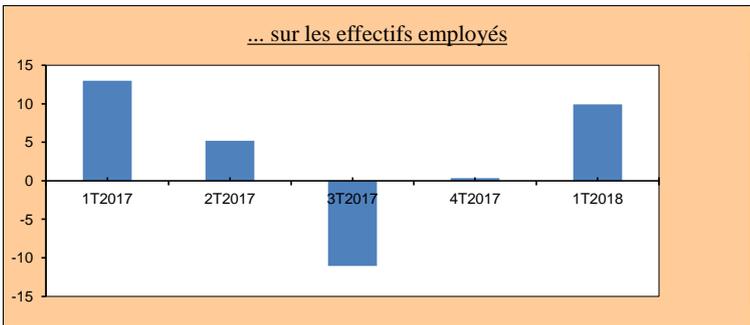
Recettes

Ainsi, les ventes ont augmenté au premier trimestre 2018 par rapport au dernier trimestre de l'année 2017.



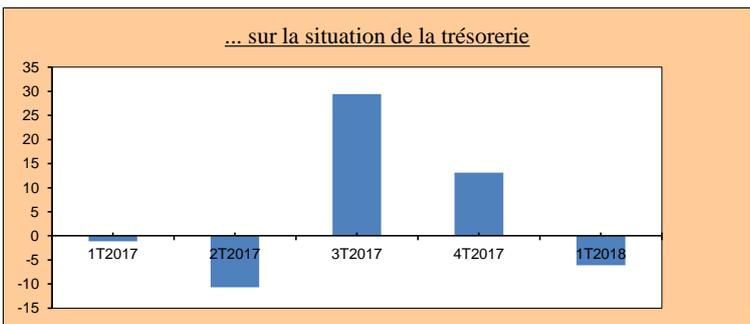
Production

Par ailleurs, la production est en hausse au premier trimestre 2018 par rapport à son niveau enregistré au quatrième trimestre 2017.



Effectifs employés

En outre, les effectifs employés se sont accrus au premier trimestre 2018 par rapport au trimestre précédent. Ainsi, après une baisse au troisième trimestre 2017, les effectifs employés sont en hausse pour le deuxième trimestre consécutif.



Trésorerie des entreprises

En dépit de la bonne tenue de l'activité, la situation de la trésorerie des entreprises était difficile dans l'ensemble au premier trimestre 2018.

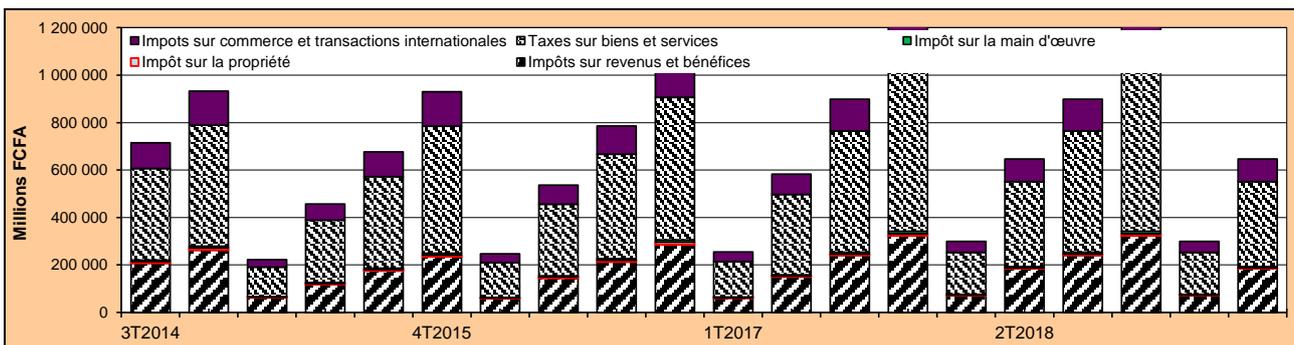
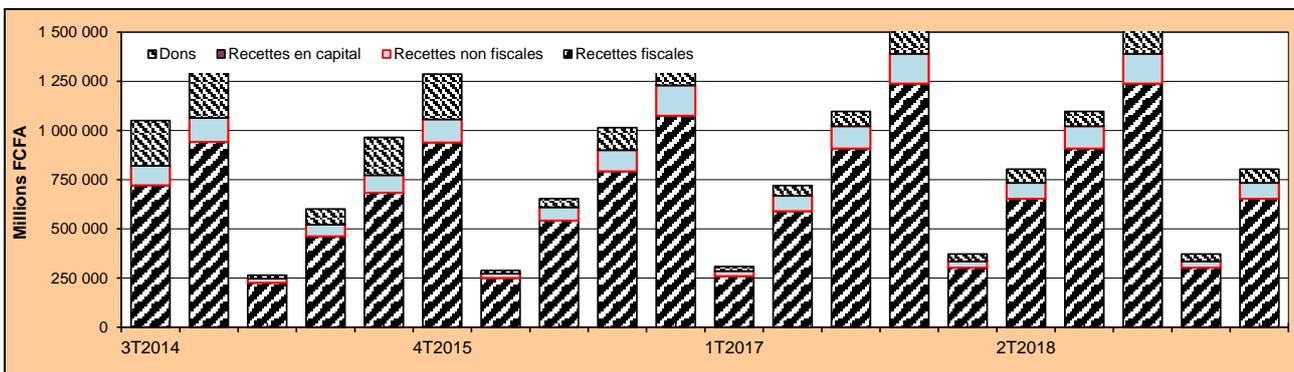
Source : MINEFID / INSD

Finances publiques

L'exécution des opérations financières de l'Etat, à fin juin 2018, s'est soldée par un déficit (base engagement) de 94,1 milliards de FCFA, contre un déficit de 253,4 milliards de FCFA à fin juin 2017.

RECETTES TOTALES ET DONNS

RECETTES CUMULEES (En millions Francs CFA)	Prévision budgétaire (2016)	2. Trim. 2017	3. Trim. 2017	4. Trim. 2017	1. Trim. 2018	2. Trim. 2018	Taux d'exécution	Glissement annuel
		Réal.	Réal.	Réal.	Est.	Est.		
Recettes totales et dons	1 570 175,7	719 349,4	1 096 647,4	1 583 574,8	371 129,6	802 597,7	51,1%	11,6%
Recettes totales	1 283 901,5	667 520,6	1 021 823,2	1 389 271,4	334 162,0	732 770,5	57,1%	9,8%
Recettes courantes	1 283 901,5	667 520,6	1 021 823,2	1 389 271,4	334 162,0	732 770,5	57,1%	9,8%
Recettes fiscales	1 127 291,3	588 584,2	906 947,5	1 238 241,6	301 339,3	651 508,1	57,8%	10,7%
Impôts sur revenus et bénéfices	307 416,6	149 531,0	240 594,0	323 291,2	71 292,8	184 368,1	60,0%	23,3%
Impôt sur la main d'œuvre	19 132,2	5 002,2	7 505,0	10 813,4	3 124,2	6 045,9	31,6%	20,9%
Taxes sur biens et services	607 410,3	338 875,2	510 810,3	702 883,9	176 840,5	357 558,9	58,9%	5,5%
Taxe sur le commerce et les transactions internationales	182 742,2	85 467,7	133 512,6	181 189,2	46 080,0	95 301,6	52,2%	11,5%
Autres recettes fiscales	10 590,0	6 183,2	8 788,2	11 639,2	2 183,7	5 016,6	47,4%	-18,9%
Recettes non fiscales	156 610,2	78 936,4	114 875,7	151 029,8	32 822,6	81 262,4	51,9%	2,9%
Recettes en capital	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000		-100,0%
Dons	286 274,2	51 828,8	74 824,2	194 303,5	36 967,6	69 827,2	24,4%	34,7%
Projets	213 771,5	40 372,1	63 367,5	119 947,0	23 242,5	49 494,1	23,2%	22,6%
Programmes	72 502,7	11 456,7	11 456,7	74 356,5	13 725,2	20 333,1	28,0%	77,5%



Au titre des recettes totales et dons, le TOFE affiche un niveau de réalisation de 802,6 milliards de FCFA au cours du premier semestre 2018 contre 719,3 milliards de FCFA à la même période en 2017, soit une progression de 11,6%. Cette performance résulte aussi bien de la hausse des recettes propres que de celle des dons.

Les recettes totales (recettes propres) ont connu une progression de 9,8% (+65,2 milliards de FCFA) par rapport à fin juin 2017 pour s'établir à 732,8 milliards de FCFA à fin juin 2018. Cette hausse est portée aussi bien par les recettes fiscales que par celles non fiscales.

En effet, les recettes fiscales se sont accrues de 62,9 milliards de FCFA (+10,7%) par rapport à fin juin 2017 pour se situer à 651,5 milliards de FCFA au premier semestre de 2018. Cette progression s'explique essentiellement par la hausse constatée au niveau des « impôts sur revenus et bénéfices » (+34,8 milliards de FCFA), de la « taxe sur biens et services » (+18,7 milliards de FCFA), et des « impôts sur commerce et transactions internationales » (+9,8 milliards de FCFA).

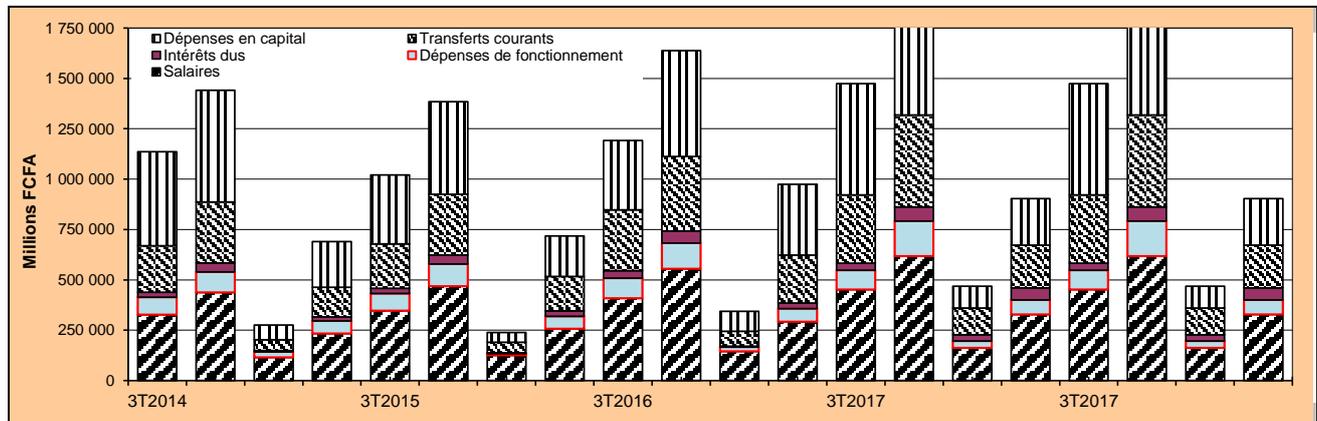
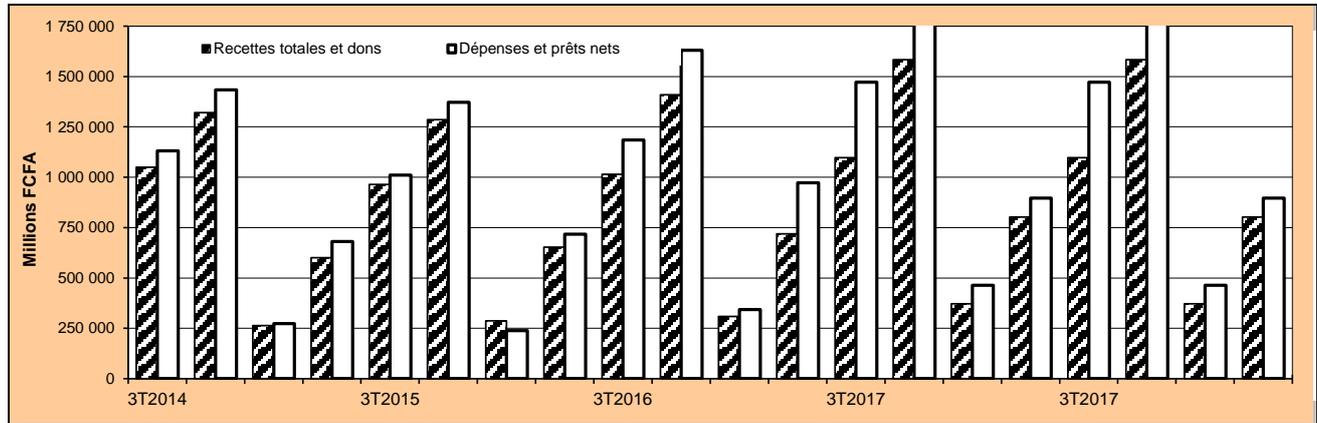
Les recettes non fiscales ont connu une légère hausse de 2,9%, passant de 78,9 milliards de FCFA à fin juin 2017 à 81,3 milliards de FCFA à fin juin 2018. Cette hausse résulte principalement de celle des « Droits proportionnels et taxes superficielles » (+6,6 milliards de FCFA), atténuée principalement par la baisse des « Produits financiers » (-5,1 milliards de FCFA).

En ce qui concerne les dons, la mobilisation est de 69,8 milliards de FCFA au premier semestre 2018 contre 51,8 milliards de FCFA à la même période de 2017, soit une hausse de 34,7%. Cet accroissement est imputable à la fois aux dons programmes (+8,9 milliards de FCFA) et aux dons projets (+9,1 milliards de FCFA).

Source : MINEFID / D.G.T.C.P

DEPENSES ET PRETS NETS

DEPENSES CUMULEES (En millions Francs CFA)	Prévision budgétaire (2016)	2. Trim. 2017	3. Trim. 2017	4. Trim. 2017	1. Trim. 2018	2. Trim. 2018	Taux d'exécution	Glissement annuel
		Réal.	Réal.	Réal.	Est.	Est.		
Dépenses et prêts nets	1 796 632,1	972 771,0	1 472 496,2	2 146 470,2	463 845,8	896 696,8	49,9%	-7,8%
Dépenses	1 799 564	974 037,6	1 473 770,9	2 149 995,4	468 841,9	902 758,7	50,2%	-7,3%
Dépenses courantes	1 070 590	623 138,4	921 283,6	1 318 660,9	360 371,5	671 930,3	62,8%	7,8%
Salaires	519 075	292 520,1	451 448,4	617 950,7	161 967,7	328 058,0	63,2%	12,1%
Dépenses de fonctionnement	140 308	64 774,2	96 474,0	174 079,1	34 017,3	71 916,5	51,3%	11,0%
Intérêts dus	49 512	27 182,8	34 541,6	69 515,1	31 100,7	59 929,7	121,0%	120,5%
Transferts courants	361 696	238 661,3	338 819,6	457 116,0	133 285,8	212 026,1	58,6%	-11,2%
Dépenses en capital	728 973	350 899,2	552 487,3	831 334,5	108 470,4	230 828,5	31,7%	-34,2%
financées sur ressources propres	366 395	263 269,2	422 364,7	570 378,9	53 610,3	125 832,9	34,3%	-52,2%
Prêts nets	-2 932	-1 266,6	-1 274,7	-3 525,2	-4 996,1	-6 061,9	206,8%	378,6%



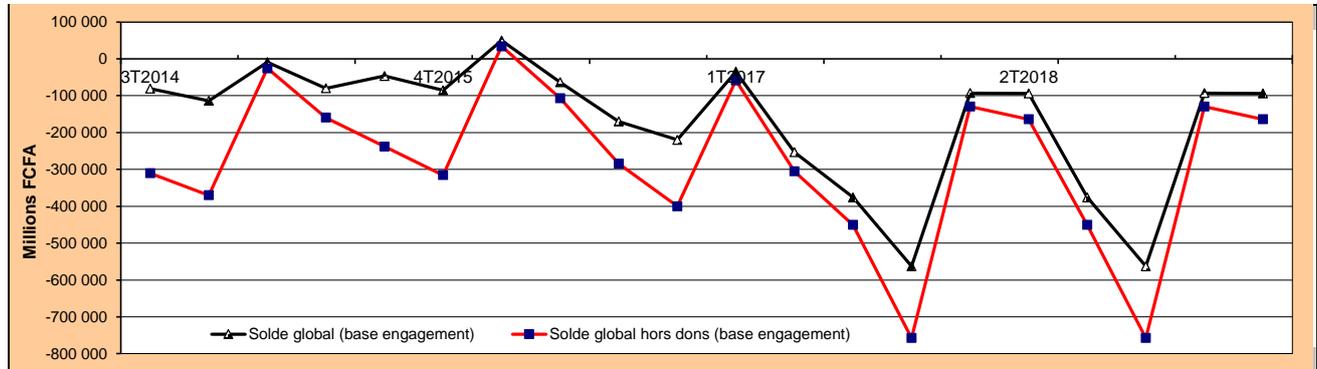
Au titre des dépenses totales et prêts nets se sont situés à 896,7 milliards de FCFA à fin juin 2018 contre 972,8 milliards de FCFA à fin juin 2017, soit une baisse de 76,1 milliards de FCFA (-7,8%). Cette régression est imputable essentiellement à la baisse des dépenses en capital (-120,1 milliards de FCFA).

Les dépenses courantes, en progression de 7,3% par rapport à fin juin 2017, ont été exécutées à hauteur de 671,9 milliards de FCFA à fin juin 2018. Cette augmentation est portée par les dépenses de personnel (+35,5 milliards de FCFA), les charges de la dette (+32,7 milliards de FCFA) et les acquisitions de biens et services (+7,1 milliards de FCFA), atténuée par une baisse des dépenses de transferts courants (-26,6 milliards de FCFA). En ce qui concerne la progression des dépenses de personnel, elle est essentiellement liée à la constatation financière des engagements pris par le gouvernement vis-à-vis des partenaires sociaux et à la régularisation des situations salariales des agents à travers les traitements courants. La hausse des charges financières de la dette est liée principalement au renchérissement du taux d'intérêt de la dette intérieure et à la hausse de l'encours de la dette. La diminution des transferts courants est principalement imputable à la « subvention Hydrocarbures ». En effet, au 30 juin 2018, cette subvention qui s'élève à 40,0 milliards de FCFA n'a pas encore été exécutée contre un niveau d'exécution de 50,0 milliards de FCFA à la même période en 2017. Les dépenses en capital, en s'abaissant à 230,8 milliards de FCFA à fin juin 2018, ont connu une régression de 120,1 milliards de FCFA (-34,2%). Cette baisse s'explique, d'une part, par les remous sociaux enregistrés au niveau de la chaîne de traitement de la dépense et, d'autre part, par la régulation préventive qui a été opérée sur l'ensemble des natures de dépense au début de l'exercice 2018.

Source : MINEFID / D.G.T.C.P

SOLDES ET FINANCEMENT

SOLDE GLOBAL (Cumulés, millions Francs CFA)	Prévision budgétaire (2016)	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	Taux d'exécution	Glissement annuel
		2017	2017	2017	2018	2018		
		Réal.	Réal.	Réal.	Est.	Est.		
Solde global (base engagement)	-226 456,3	-253 421,6	-375 848,8	-562 895,4	-92 716,2	-94 099,2	41,6%	-62,9%
Solde global hors dons (base engagement)	-512 730,6	-305 250,5	-450 673,1	-757 198,8	-129 683,8	-163 926,3	32,0%	-46,3%
Solde primaire	-463 218,4	-278 067,6	-416 131,5	-687 683,7	-98 583,1	-103 996,7	22,5%	-62,6%
Solde de base	-150 152,0	-228 434,9	-331 665,0	-512 762,7	-75 736,4	-60 261,6	40,1%	-73,6%
Solde global (base caisse)	-226 456,3	-133 669,1	-270 515,8	-488 132,7	-125 425,0	-169 275,3	74,7%	26,6%
Solde global hors dons (base caisse)	-512 730,6	-185 498,0	-345 340,1	-682 436,2	-162 392,6	-239 102,4	46,6%	28,9%

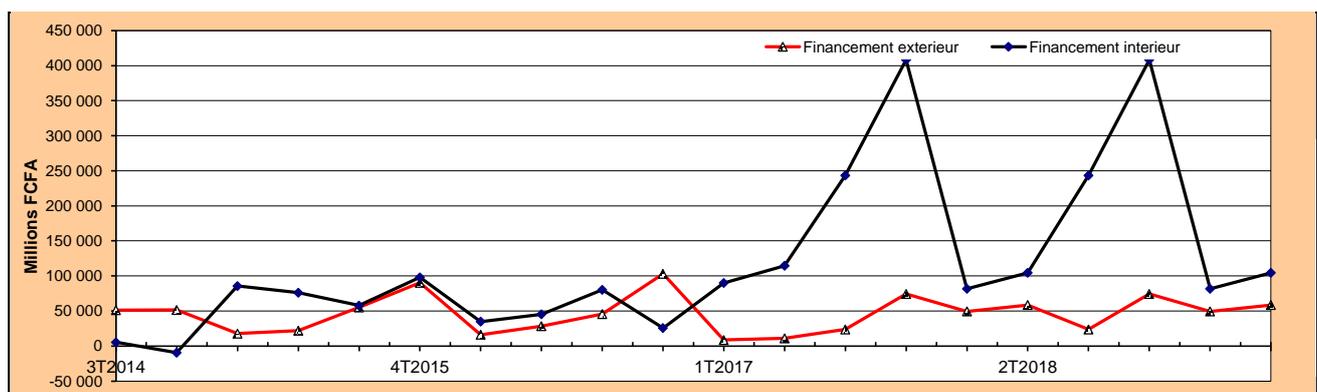


L'exécution des opérations financières de l'Etat est ressortie déficitaire à fin juin 2018. Le déficit global (base engagement) est estimé à 94,1 milliards de FCFA à fin juin 2018 contre un déficit de 253,4 milliards de FCFA à la même période de 2017.

Quant au déficit global (base caisse), il s'est situé à 169,3 milliards de FCFA à fin juin 2018 contre un déficit de 133,7 milliards de FCFA à fin juin 2017. Il a été couvert par un financement extérieur net de 58,6 milliards de FCFA et un financement intérieur net de 104,4 milliards de FCFA.

Le financement intérieur à fin juin 2018 s'est caractérisé par huit (08) émissions de bons du Trésor et trois (03) émissions d'obligations du Trésor de valeurs globales respectives de 156,7 milliards de FCFA et 143,3 milliards de FCFA. Les remboursements se sont situés à 156,1 milliards de FCFA pour les bons du Trésor et à 33,9 milliards de FCFA pour les obligations.

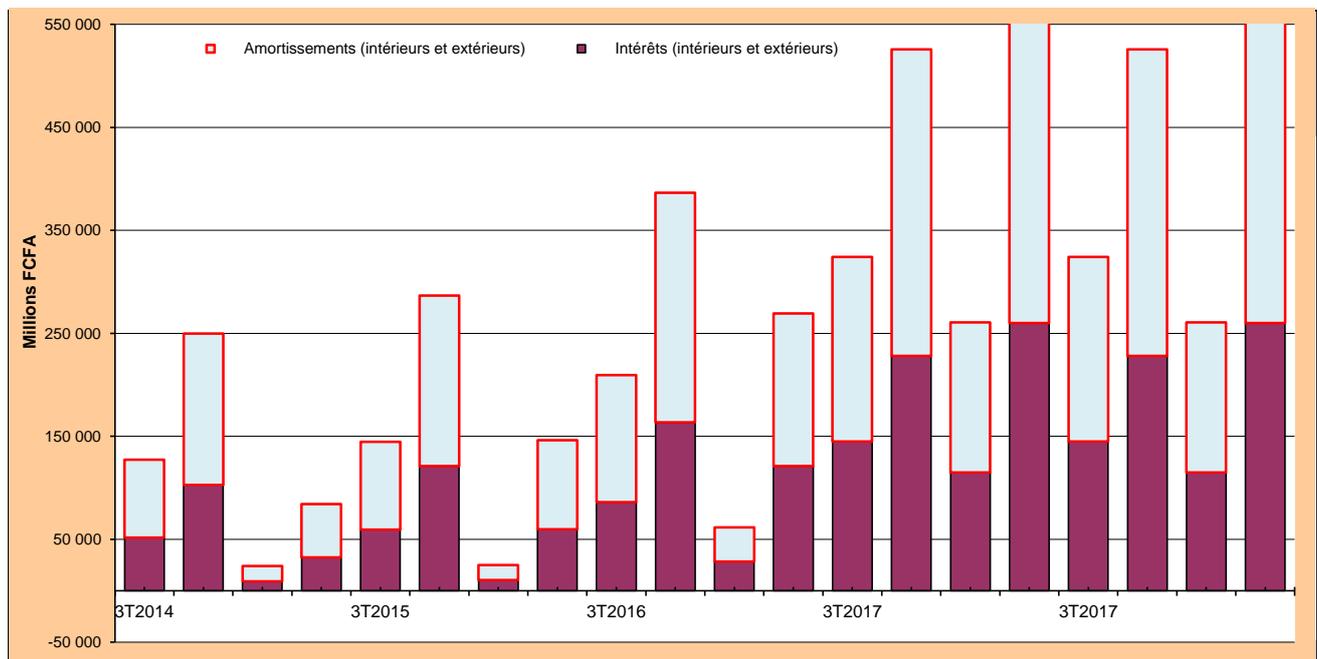
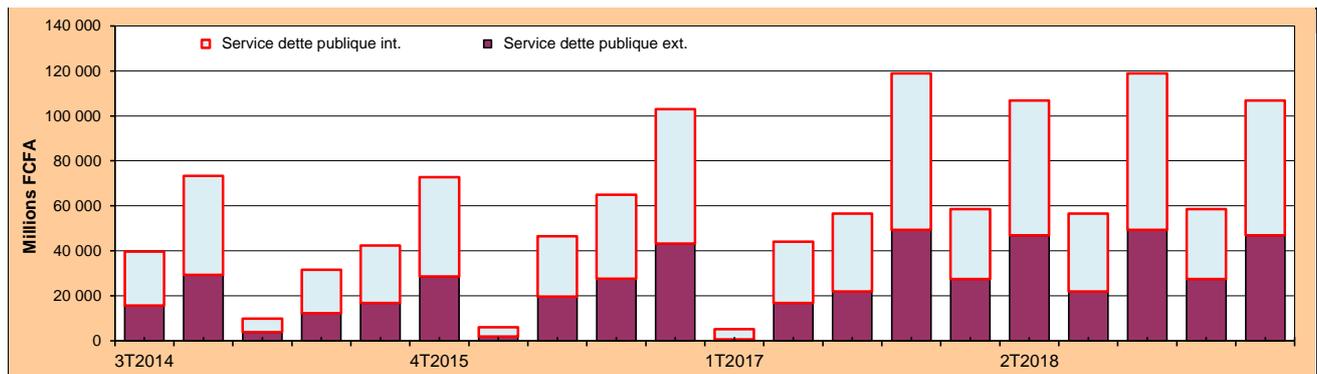
FINANCEMENT (Cumulés, millions Francs CFA)	Prévision budgétaire (2016)	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	Taux d'exécution	Glissement annuel
		2017	2017	2017	2018	2018		
		Réal.	Réal.	Réal.	Est.	Est.		
Financement	226 456,3	125 393,6	266 915,8	482 566,1	130 960,6	163 041,6	72,0%	30,0%
Financement extérieur	168 413,5	10 889,3	23 660,0	74 281,8	49 288,4	58 635,3	34,8%	438,5%
Décaissements extérieurs	207 105,5	36 443,4	55 640,5	124 489,2	57 639,6	82 376,8	39,8%	126,0%
Initiative PPTE (Allègements)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		
Amortissement de la dette extérieure	-38 692,0	-25 554,1	-31 980,5	-50 207,4	-8 351,2	-23 741,5	61,4%	-7,1%
Ajustement taux de change	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		
Financement intérieur	58 042,9	114 504,3	243 255,8	408 284,3	81 672,3	104 406,3	179,9%	-8,8%
Financement bancaire	63 817,7	90 762,8	88 537,2	108 324,4	66 499,1	-5 135,2	-8,0%	-105,7%
Secteur non bancaire	-5 774,8	23 741,5	154 718,6	299 959,9	15 173,2	109 541,5	-1896,9%	361,4%
Gap de financement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		-100,0%



Source : MINEFID / D.G.T.C.P

SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE

SERVICE CUMULE (En millions Francs CFA)	Prévision budgétaire (2016)	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	Taux d'exécution	Glissement annuel
		2017	2017	2017	2018	2018		
		Réal.	Réal.	Réal.	Est.	Est.		
Total service dette publique	195 161,3	148 272,8	179 382,7	297 666,4	145 867,2	319 828,3	163,9%	115,7%
Amortissements (int. et ext.)	145 649	121 090,0	144 841,1	228 151,3	114 766,5	259 898,7	178,4%	114,6%
Intérêts (intérieurs et extérieurs)	49 512	27 182,8	34 541,6	69 515,1	31 100,7	59 929,7	121,0%	120,5%
Service dette publique int.	134 763,3	112 386,7	134 847,6	227 295,2	133 861,9	283 023,7	210,0%	151,8%
Amortissements	106 957	95 536,0	112 860,5	177 943,9	106 415,2	236 157,2	220,8%	147,2%
Intérêts	27 806	16 850,8	21 987,1	49 351,3	27 446,6	46 866,5	168,5%	178,1%
Service dette publique ext.	60 398,0	35 886,1	44 535,1	70 371,2	12 005,3	36 804,7	60,9%	2,6%
Amortissements	38 692	25 554,1	31 980,5	50 207,4	8 351,2	23 741,5	-7,1%	-7,1%
Intérêts	21 706	10 332,0	12 554,5	20 163,8	3 654,1	13 063,2	60,2%	26,4%
Service dette ext./recettes totales	4,7%	5,4%	4,4%	5,1%	3,6%	5,0%	-0,4 points	

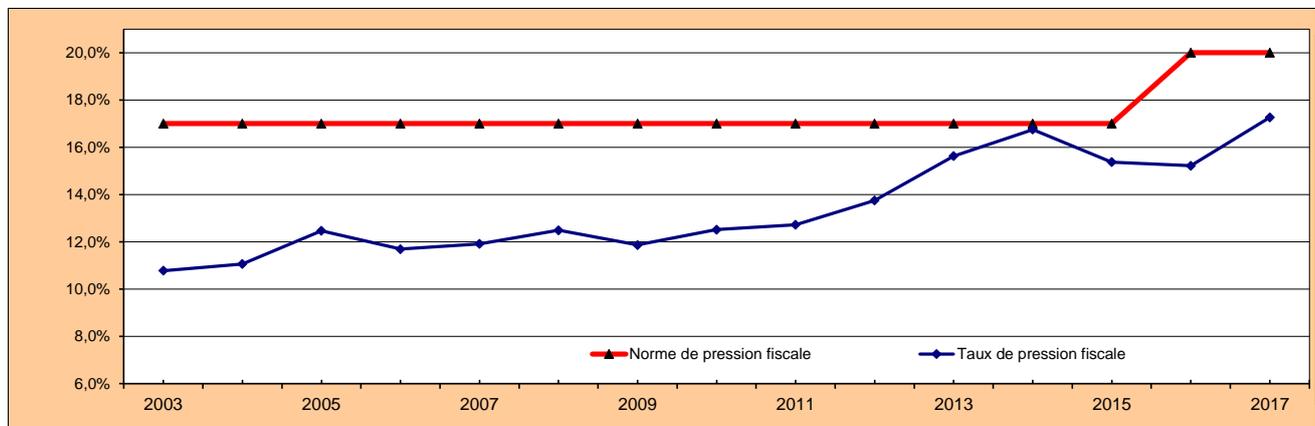


Le ratio "service de la dette extérieure/recettes totales", est évalué à 5,0% à fin juin 2018 contre 5,4 % à fin juin de l'année dernière. Cela traduit une baisse du poids de la dette extérieure sur les ressources propres de 0,4 point de pourcentage.

Source : MINEFID / D.G.T.C.P

CONVERGENCE UEMOA

CRITERE DE 1er ET DE 2nd RANG	Normes		12 2013	12 2014	12 2015	12 2016	12 2017
			Real.	Real.	Real.	Est.	Est.
Critères de 1er rang							
Soldes budgétaires global / PIB nominal	≥	-3%	-3,0%	-1,9%	-1,4%	-3,4%	-7,8%
Taux d'inflation	≤	3%	0,5%	-0,3%	1,0%	-0,2%	-0,2%
Encours de la dette publique totale / PIB nominal	≤	70%	29,4%	31,6%	35,5%	34,7%	29,6%
Critères de 2nd rang							
Masse salariale / Recettes fiscales	≤	35%	36,2%	46,5%	50,0%	51,6%	49,9%
Taux de pression fiscale	≥	20%	16,8%	15,4%	15,2%	16,6%	17,3%



En 2017, sur la base des estimations préliminaires, le Burkina Faso a respecté deux (2) critères de premiers rang, à savoir le taux d'inflation annuel moyen et l'encours total de la dette publique rapporté au PIB nominal. Le critère clé (le solde budgétaire global, dons compris, rapporté au PIB nominal) n'est cependant pas respecté.

Quant aux deux critères de second rang, aucun n'a été respecté en 2017. Le taux de pression fiscale s'est établi à 17,3% en 2017 contre 16,6% en 2016, non conforme à la norme communautaire de 20% minimum. Le ratio masse salariale sur recettes fiscales est ressorti à 49,9% en 2017 contre 51,6% en 2016, ne respectant pas la norme communautaire de 35% maximum.

Source : MINEFID

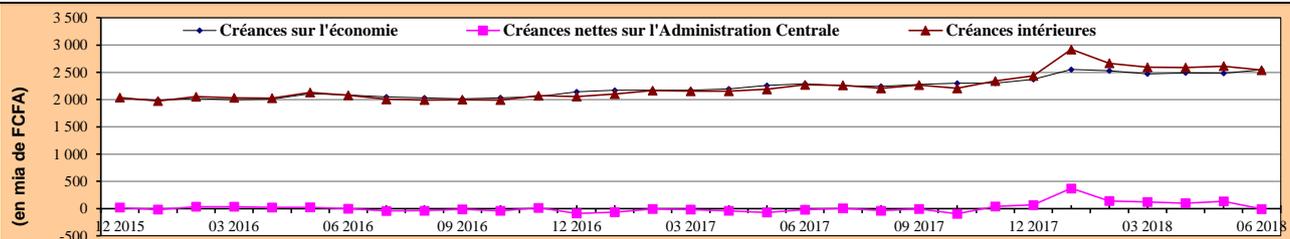
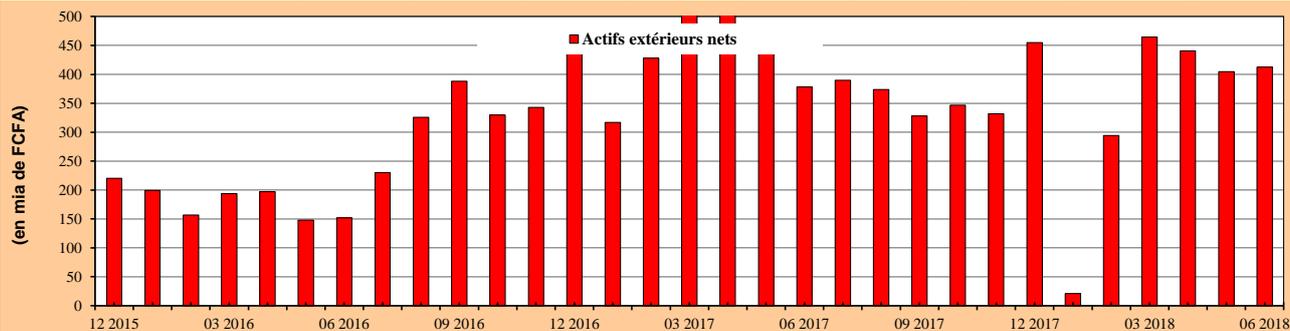
Secteur monétaire

AGREGATS MONETAIRES

L'évolution de la situation monétaire du Burkina Faso a été marquée, entre fin décembre 2017 et fin juin 2018, par une diminution des Actifs extérieurs nets (AEN) de 42,3 milliards de FCFA (-9,3%) et une progression des créances intérieures de 102,8 milliards de FCFA (+4,2%), conduisant à un accroissement de la masse monétaire de 272,6 milliards de FCFA (+8,1%). Au cours du semestre, les Passifs à caractère non monétaire se sont accrus de 10,8 milliards (+1,9%) et les Autres Postes Nets (APN) ont également augmenté de 223,0 milliards de FCFA.

Par rapport à fin juin 2017, la masse monétaire a enregistré une progression de 572,2 milliards de FCFA imprimée notamment par les créances intérieures (+269,7 milliards de FCFA, soit +11,9%) et les AEN (+34,1 milliards de FCFA, soit +9,0%).

AGREGATS MONETAIRES En mia de Francs CFA (situation en fin de trimestre)	2. Trim. 2017	3. Trim. 2017	4. Trim. 2017	1. Trim. 2018	2. Trim. 2018	Variation			
						Niv trim T-1	% trim T-1	Niv an-1	% an-1
					Est.				
Circulation fiduciaire	332,2	389,3	447,9	492,7	512,3	19,6	4,0%	180,1	54,2%
Dépôts transférables	1 456,9	1 408,9	1 577,7	1 662,6	1 662,1	-0,5	0,0%	205,2	14,1%
BCEAO	0,5	1,7	0,4	0,3	1,2	0,8	238,9%	0,7	151,5%
Banques	195,7	576,4	195,7	680,1	214,3	-465,8	-68,5%	18,6	9,5%
CCP et CNE	191,9	193,7	200,1	208,5	208,5	0,0	0,0%	16,6	8,6%
M1	1 789,1	1 798,2	2 025,6	2 155,2	9,2	-2 146,1	-99,6%	-1 779,9	-99,5%
Autres dépôts inclus dans la masse monétaire (1)	1 278,0	1 305,7	1 341,1	1 373,9	1 465,0	91,1	6,6%	187,0	14,6%
BCEAO	0,5	1,7	0,4	0,3	1,2	0,8	238,9%	0,7	151,5%
AID	1 277,7	1 305,3	1 340,8	1 373,5	1 464,7	91,1	6,6%	187,0	14,6%
Masse monétaire (M2)	3 067,1	3 103,9	3 366,7	3 529,1	3 639,3	110,2	3,1%	572,2	18,7%
Actifs extérieurs nets	378,5	328,1	454,9	464,3	412,5	-51,8	-11,2%	34,1	9,0%
BCEAO	0,5	1,7	0,4	0,3	1,2	0,8	238,9%	0,7	151,5%
Banques	1 264,5	1 213,6	1 377,2	1 453,7	1 452,4	-1,3	-0,1%	187,9	14,9%
Créances intérieures	2 269,4	2 268,3	2 436,3	2 592,5	2 539,1	-53,5	-2,1%	269,7	11,9%
Créances nettes sur l'Admin	-19,9	-6,9	66,1	121,2	-10,1	-131,3	-108,3%	9,9	-49,4%
BCEAO	0,5	1,7	0,4	0,3	1,2	0,8	238,9%	0,7	151,5%
Banques	1 264,5	1 213,6	1 377,2	1 453,7	1 452,4	-1,3	-0,1%	187,9	14,9%
Créances sur l'économie	2 289,3	2 275,2	2 370,2	2 471,3	2 549,2	77,8	3,1%	259,9	11,4%



Sources : B.C.E.A.O.

Actifs extérieurs nets

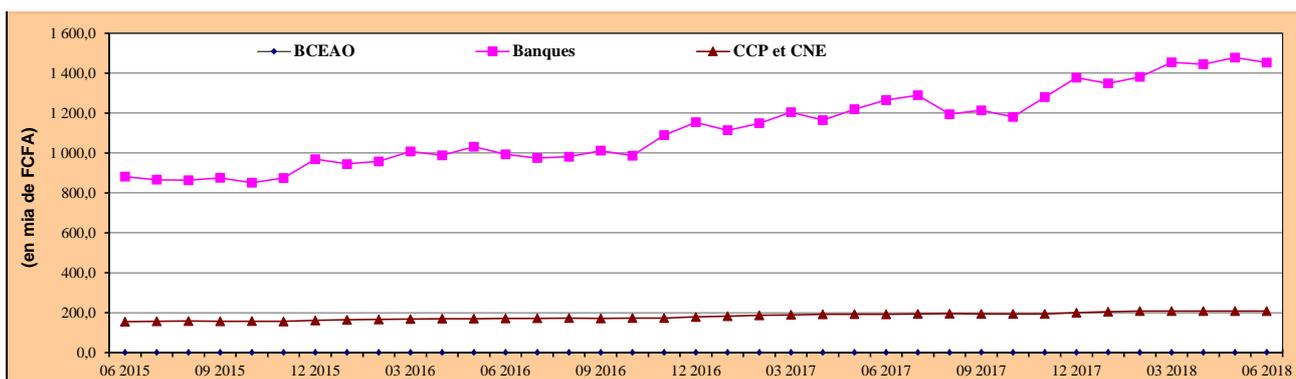
Les AEN des Institutions monétaires sont ressortis à 412,5 milliards de FCFA à fin juin 2018, en baisse de 9,3 % par rapport à fin décembre 2017. Cette régression est exclusivement imprimée par les Autres institutions de dépôts (AID) dont les AEN se sont réduits de 264,3 milliards de FCFA (-19,9%) au cours du semestre sous revue, les engagements extérieurs nets de la Banque Centrale ayant connu une baisse de 222,0 milliards de FCFA (-25,3%).

Le repli au cours du premier semestre 2018 des AEN des AID est dû à une diminution plus importante de leurs créances brutes sur l'extérieur (-428,3 milliards de FCFA) par rapport à celle de leurs engagements bruts envers les non-résidents (-164,0 milliards de FCFA).

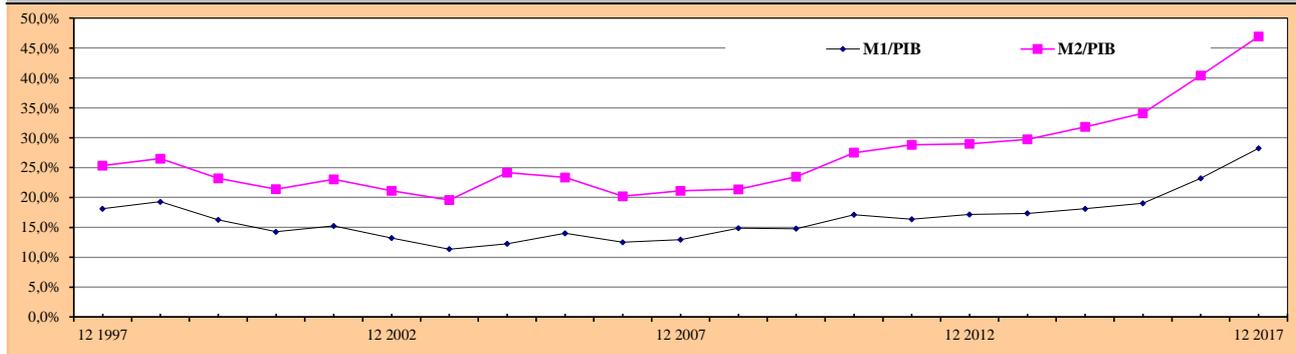
La baisse des créances brutes des AID du Burkina Faso sur l'extérieur s'explique principalement par celle de l'encours des crédits octroyés aux non-résidents (-193,4 milliards de FCFA, soit -32,1%), de leurs souscriptions aux titres publics des autres Etats de l'Union (-125,9 milliards de FCFA, soit -11,6%), ainsi que de leurs dépôts dans les institutions financières non résidentes (-97,3 milliards de FCFA, soit -37,2%). En ce qui concerne la diminution des engagements extérieurs bruts des AID, elle est imprimée notamment par le repli des dépôts reçus des non-résidents (-111,6 milliards de FCFA, soit -29,1%) ainsi que des crédits obtenus des institutions financières non-résidentes (-59,7 milliards de FCFA, soit -23,3%).

Quant à la baisse des engagements extérieurs nets de la Banque Centrale en variation semestrielle, elle est liée à la contraction de ses engagements bruts envers les non-résidents (-210,9 milliards de FCFA, soit -23,5%), renforcée par la hausse de ses créances sur les non-résidents (+11,1 milliards de FCFA, soit +49,2%).

Par rapport à fin juin 2017, les AEN des institutions monétaires ont connu un accroissement de 34,1 milliards de FCFA à fin juin 2018 (+9,0%), imprimé par la baisse des engagements extérieurs nets de la BCEAO (-296,1 milliards de FCFA, soit -31,2%), les AEN des AID étant en baisse (-262,1 milliards de FCFA, soit -19,7%).



Sources : B.C.E.A.O.



Créances intérieures

Les créances intérieures se sont établies à 2 539,1 milliards de FCFA à fin juin 2018 contre 2 436,3 milliards de FCFA à fin décembre 2017, soit une progression de 4,2%. L'accroissement observé est imputable à une augmentation des créances sur l'économie de 178,9 milliards de FCFA, atténuée par une baisse des Créances Nettes du système bancaire sur l'Administration Centrale (CN-AC) de 76,2 milliards de FCFA. En variation annuelle, les créances intérieures ont progressé de 269,7 milliards de FCFA (+11,9%), sous l'effet de la hausse des créances sur l'économie (+259,9 milliards de FCFA) et des CN-AC (+9,9 milliards de FCFA).

Les créances du système bancaire sur l'économie se sont situées à 2 549,2 milliards de FCFA à fin juin 2018 contre 2 370,2 milliards de FCFA à fin décembre 2017, soit une hausse de 7,5%. En glissement annuel, elles ont progressé de 11,4%.

Les Créances nettes du système bancaire sur l'Administration centrale (CN-AC) ont enregistré un repli en rythme semestriel de 76,2 milliards de FCFA, observé aussi bien au niveau de la BCEAO (-53,1 milliards de FCFA) que des banques commerciales (-23,1 milliards de FCFA).

Les engagements nets de la BCEAO vis-à-vis de l'Administration centrale ont progressé de 53,1 milliards de FCFA, suite à une hausse de ses engagements bruts envers l'Etat (+55,4 milliards de FCFA), sous forme notamment de dépôts du Trésor (+47,8 milliards de FCFA), atténuée par la hausse des créances brutes de la Banque Centrale sur l'Etat (+2,3 milliards de FCFA) dont +4,8 milliards de FCFA au titre des crédits du FMI et un amortissement de 2,6 milliards de FCFA sur les allocations DTS.

Pour ce qui est de la diminution en variation semestrielle des créances nettes des banques commerciales sur l'Administration centrale (-23,1 milliards de FCFA), elle s'explique par une baisse plus importante de leurs créances brutes sur l'Etat (-31,9 milliards de FCFA) sous forme notamment de crédits (-40,4 milliards de FCFA) par rapport à celle de leurs engagements (-8,8 milliards de FCFA) constitués de dépôts.

Par rapport à fin juin 2017, les CN-AC ont connu une augmentation de 9,9 milliards de FCFA à fin juin 2018, enregistrée aussi bien au niveau des banques commerciales (+6,1 milliards) que de la Banque Centrale (+3,8 milliards).

Masse monétaire

En lien avec l'évolution de ses contreparties, la masse monétaire est ressortie à 3 639,3 milliards de FCFA à fin juin 2018, en progression de 272,6 milliards de FCFA (+8,1%) sur le semestre. Cet accroissement est observé au niveau des dépôts (+208,2 milliards de FCFA, soit +7,1%) et de la circulation fiduciaire (+64,4 milliards de FCFA, soit +14,4%).

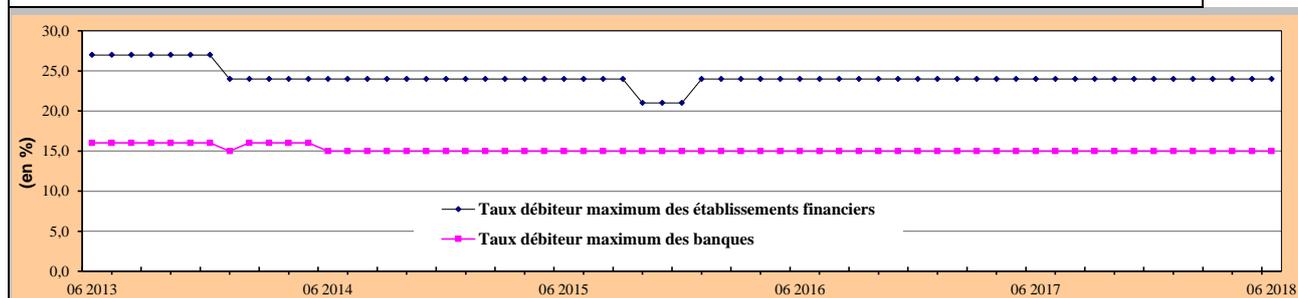
Par rapport à son niveau de 3 067,1 milliards de FCFA à fin juin 2017, la masse monétaire s'est accrue de 572,2 milliards de FCFA (+18,7%) à fin juin 2018. Cette évolution est induite par la progression des dépôts (+392,2 milliards de FCFA, soit +14,3%) et de la circulation fiduciaire (+180,1 milliards de FCFA, soit +54,2%).

AGREGATS MONETAIRES	déc.13	déc.14	déc.15	déc.16	déc.17
				Est.	Est.
M1/PIB	18,1%	19,0%	23,2%	25,0%	28,2%
M2/PIB	31,8%	34,1%	40,4%	43,1%	46,9%

Sources : B.C.E.A.O.

TAUX D'INTERET

TAUX D'INTERET	2. Trim. 2017	3. Trim. 2017	4. Trim. 2017	1. Trim. 2018	2. Trim. 2018	Variation	
						Trim T-1 (%)	An-1 (%)
Taux de base minimum des banques	8,0	8,0	8,0	8,0	8,0	0,0%	0,0%
Taux de base maximum des banques	13,2	13,2	13,2	13,2	13,2	0,0%	0,0%
Taux débiteur minimum des banques	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	0,0%	0,0%
Taux débiteur maximum des banques	15,0	15,0	15,0	15,0	15,0	0,0%	0,0%
Taux de base minimum des établissements financiers	11,5	11,5	11,5	11,5	11,5	0,0%	0,0%
Taux de base maximum des établissements financiers	15,0	15,0	15,0	15,0	15,0	0,0%	0,0%
Taux débiteur minimum des établissements financiers	12,0	12,0	12,0	12,0	12,0	0,0%	0,0%
Taux débiteur maximum des établissements financiers	24,0	24,0	24,0	24,0	24,0	0,0%	0,0%
Taux créditeur plancher pour petits épargnants (<5 mio)	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5	0,0%	0,0%
Taux d'usure au niveau des banques	15,0	15,0	15,0	15,0	15,0	0,0%	0,0%
Taux d'usure au niveau des établissements financiers	24,0	24,0	24,0	24,0	24,0	0,0%	0,0%



Sources : B.C.E.A.O.

Taux d'intérêt

Au cours du deuxième trimestre 2018, les taux directeurs de la BCEAO n'ont pas enregistré de modification. En effet, le taux d'intérêt minimum de soumission aux opérations d'appels d'offres d'injection de liquidités est demeuré à 2,50%, niveau en vigueur depuis le 16 septembre 2013. De même, le taux d'intérêt du guichet de prêt marginal (taux de pension) est demeuré à 4,50%, taux en vigueur depuis le 16 décembre 2016 (un taux 3,50% était en vigueur depuis le 16 septembre 2013).

S'agissant des conditions de banque et sur la base des informations issues de l'enquête mensuelle effectuée régulièrement par la BCEAO, le taux moyen appliqué aux crédits au cours des six premiers mois de 2018 s'est établi à 7,34% contre 7,07% à la même période en 2017, soit une hausse de 0,27 point de pourcentage sur un an.

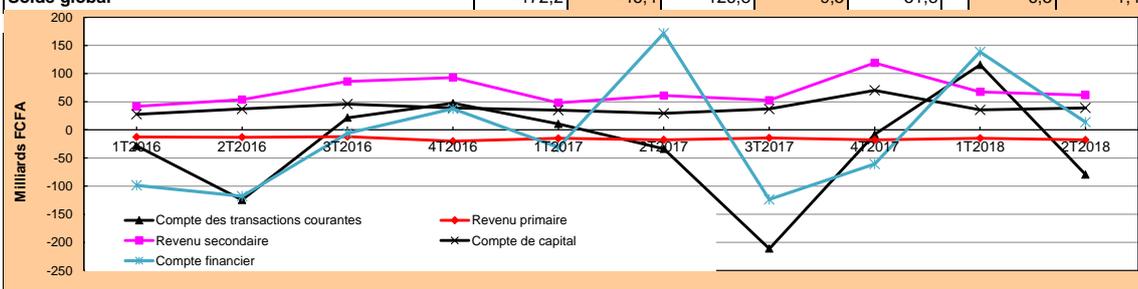
Par Décision n°CM/UMOA/011/06/2013 du 28 juin 2013, le taux d'usure a été fixé à 15,0% l'an pour les banques et 24,0% l'an pour les établissements financiers à caractère bancaire, les systèmes financiers décentralisés (SFD) et les autres agents économiques.

Secteur extérieur

BALANCE DES PAIEMENTS

Au quatrième trimestre de l'année 2017, les transactions extérieures du Burkina Faso se sont traduites par un excédent global de 116,2 milliards, après un déficit de 46,4 milliards enregistré au trimestre précédent et un excédent de 45,2 milliards une année auparavant. En variation trimestrielle, cette amélioration du solde global est attribuable aux comptes de capital et des transactions courantes, les entrées nettes de flux financiers s'étant réduites.

Balance des paiements (En mia de Francs CFA)	2. Trim. 2017	3. Trim. 2017	4. Trim. 2017	1. Trim. 2018	2. Trim. 2018	Glissement	
						trimestriel	annuel
Compte des transactions courantes	-33,7	-211,0	-8,0	115,4	-79,5	-1,7	9,0
Biens et services	-77,0	-249,3	-109,2	62,7	-123,5	-3,0	0,1
Biens	-15,5	-178,7	-36,9	134,0	-46,4	-1,3	0,3
Services	-61,5	-70,7	-72,4	-71,3	-77,1	0,1	0,1
Revenu primaire	-17,6	-14,1	-17,9	-14,7	-17,8	0,2	0,0
– Intérêt sur dette publique	-6,5	-2,2	-7,6	-3,7	-9,4	1,6	0,2
Revenu secondaire	60,8	52,5	119,2	67,5	61,8	-0,1	-0,5
Administrations publiques	9,7	-1,0	61,4	12,5	5,6	-0,6	-0,9
Autres secteurs	51,1	53,5	57,8	55,0	56,2	0,0	0,0
– Envois de fonds des travailleurs	47,0	49,5	53,9	50,0	51,0	0,0	-0,1
Compte de capital	29,3	37,1	70,4	35,5	39,0	0,1	-0,4
Transferts de capital	29,3	37,1	70,4	35,5	39,0	0,1	-0,4
Administration publique	16,4	23,0	56,6	23,2	26,3	0,1	-0,5
Autre secteurs	12,9	14,1	13,8	12,3	12,8	0,0	-0,1
Capacité (+) / besoin (-) de financement (solde des comp)	-4,4	-173,9	62,4	151,0	-40,5	-1,3	-1,6
Compte financier	171,5	-123,5	-60,8	138,4	13,6	-0,9	-1,2
Investissement direct	-46,2	-69,6	-64,8	-68,1	-69,1	0,0	0,1
Titres de participation	-4,6	-11,3	-11,5	-10,6	-11,4	0,1	0,0
Instruments de dettes	-41,6	-58,3	-53,3	-57,4	-57,7	0,0	0,1
Investissements de portefeuille	-1,2	-1,4	-1,3	-1,2	-1,1	0,0	-0,1
Titres de participation	0,2	0,3	0,3	0,3	0,2	-0,1	-0,2
Titres de créances (Bons et obligation du Trésor)	-1,4	-1,7	-1,6	-1,4	-1,4	0,0	-0,1
Autres investissements	218,9	-52,4	5,3	207,6	83,8	-0,6	14,8
Administrations publiques	47,6	13,3	-27,9	-51,2	-110,0	1,1	2,9
Solde global	-172,2	-46,4	126,8	9,5	-51,8	-6,5	-1,4



1 – Analyse des évolutions de la balance des paiements du Burkina Faso au 4ème trimestre 2017

Au quatrième trimestre de l'année 2017, les transactions extérieures du Burkina Faso se sont traduites par un excédent global de 116,2 milliards, après un déficit de 46,4 milliards enregistré au trimestre précédent et un excédent de 45,2 milliards une année auparavant. En variation trimestrielle, cette amélioration du solde global est attribuable à ses principales composantes.

Le compte des transactions courantes s'est amélioré de 203,0 milliards au quatrième trimestre 2017, en s'établissant à -8,0 milliards, après un déficit de 211,0 milliards au troisième trimestre 2017. Cette évolution favorable est imputable notamment à l'atténuation du déficit des biens et services et l'accroissement de l'excédent du revenu secondaire. Par rapport à la même période de l'année précédente où il a été observé un excédent courant de 47,4 milliards, le solde courant a enregistré une évolution négative de 55,4 milliards au quatrième trimestre 2017.

Le solde commercial s'est amélioré en passant de -178,7 milliards au troisième trimestre 2017 à -36,9 milliards au dernier trimestre 2017. Cette évolution positive de la balance des biens reflète une hausse des exportations (+150,2 milliards, soit +47,5% en glissement trimestriel), et une hausse des importations sur la période (+8,4 milliards, soit +1,7%).

En variation annuelle, le solde commercial s'est détérioré de 65,3 milliards au quatrième trimestre 2017, en phase avec l'accroissement des importations (+91,0 milliards) plus importante que celles des exportations (+25,7 milliards).

Le déficit structurel de la balance des services s'est, quant à lui, atténué de 1,7 milliard entre le troisième et le quatrième trimestre 2017, passant de -70,7 milliards à -72,4 milliards. En glissement annuel, il s'est accentué de 18,3 milliards au quatrième trimestre 2017.

Le compte du revenu primaire s'est soldé par des sorties nettes de 17,9 milliards au dernier trimestre 2017, après des sorties nettes de 14,1 milliards au trimestre précédent, soit une détérioration de 3,8 milliards. En variation annuelle, le solde des revenus primaires s'est amélioré de 2,2 milliards.

Le compte du revenu secondaire s'est amélioré de 66,7 milliards, en ressortant à 119,2 milliards au trimestre sous revue, après s'être établi à 52,5 milliards au trimestre précédent, sous l'incidence de l'augmentation des aides budgétaires et des transferts sans contrepartie reçus par le secteur hors administration publique. En effet, les aides budgétaires sont ressorties à 62,9 milliards après une réalisation nulle au trimestre précédent. En variation annuelle, le solde des revenus secondaires s'est amélioré de 26,1 milliards au quatrième trimestre 2017.

Le solde créditeur du compte de capital s'est amélioré de 33,3 milliards entre le troisième trimestre et le dernier trimestre 2017, en passant de 37,1 milliards à 70,4 milliards, sous l'effet notamment de la hausse des transferts en capital au profit de l'Administration.

Le compte financier a enregistré des entrées nettes de capitaux de 55,8 milliards, après une entrée nette de 125,2 milliards au troisième trimestre 2017 et une sortie nette de 38,6 milliards au quatrième trimestre 2016.

2 – Evolution de la Position Extérieure Globale (PEG) du Burkina Faso

A fin décembre 2017, la PEG du Burkina Faso est ressortie débitrice de 1.452,0 milliards, après un déficit de 1.512,8 milliards un trimestre plus tôt et de 1.386,0 milliards à fin décembre 2016. Ce léger repli du déficit de la PEG en variation trimestrielle est consécutif à un gonflement du stock des actifs plus important que l'augmentation du stock de passifs financiers. Les avoirs de réserve se sont établis à 22,5 milliards à fin décembre 2017, après une réalisation de 22,3 milliards à fin septembre 2017.

Sources : B.C.E.A.O.

COMMERCE EXTERIEUR

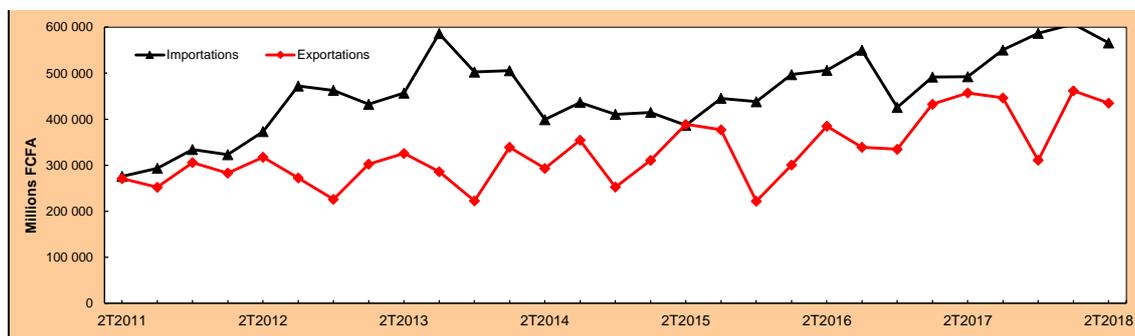
IMPORTATIONS EN VALEURS (En moi de Francs CFA)	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	Glissement	
	2017	2017	2017	2018	2018	trimestriel	annuel
TOTAL	550 408,6	586 697,5	606 598,8	553 990,9	565 794,7	2,1%	2,8%
dont:							
Animaux vivants et produits du règne animal	4 720,1	4 942,7	5 383,2	4 750,0	7 239,4	52,4%	53,4%
Produits du règne végétal	28 196,9	36 903,4	37 007,0	31 331,2	35 488,2	13,3%	25,9%
Graisses et huiles animales ou végétales	4 357,5	3 622,5	5 602,9	5 157,9	4 984,2	-3,4%	14,4%
Produits des industries alimentaires ; boissons, alcools	32 923,6	25 617,3	30 091,8	28 905,6	25 895,6	-10,4%	-21,3%
Produits minéraux	151 998,2	156 572,6	187 765,2	161 545,7	167 568,7	3,7%	10,2%
Produits des indust. chimiq. ou des indust. connexes	69 480,7	60 687,4	58 026,5	81 598,6	86 935,2	6,5%	25,1%
Mat. plastiq. et ouvrages en ces matières ; caoutchouc	17 178,4	18 502,4	20 957,8	18 940,1	20 262,1	7,0%	18,0%
Peaux, cuirs, pelleteries et ouvrages en ces matières	145,0	279,4	227,4	512,2	1 784,6	248,5%	1130,9%
Bois, charbon de bois et ouvrages en bois ; liège	1 605,5	841,1	1 138,4	1 157,0	1 002,6	-13,4%	-37,6%
Pâte de bois ou d'autres matières fibreuses cellulosiques	6 244,8	9 282,6	8 189,9	5 120,3	7 915,7	54,6%	26,8%
Matières textiles et ouvrages en ces matières	9 366,4	8 580,5	7 484,8	6 315,1	8 818,5	39,6%	-5,8%
Chaussures, coiffures, parapl., parasols, cannes, fouets	1 513,6	1 468,0	1 488,1	1 166,9	1 752,2	50,2%	15,8%
Ouvrages en pierres, plâtre, ciment, amiante, mica...	3 400,4	3 991,5	4 853,2	4 828,9	3 594,3	-25,6%	5,7%
Perles fines/de cult., pierres gemmes, mét. précé.	103,3	73,7	85,4	75,5	55,6	-26,3%	-46,1%
Métaux communs et ouvrages en ces métaux	35 641,6	34 698,9	38 578,2	34 449,0	35 577,5	3,3%	-0,2%
Machines et appareils, mat. électrique et leurs parties	121 317,8	152 747,6	129 113,6	98 443,6	90 039,6	-8,5%	-25,8%
Matériel de transport	51 146,8	56 421,5	57 818,8	55 841,1	50 282,0	-10,0%	-1,7%
Instruments et appareils d'optique, de photographie...	5 758,5	5 557,2	4 959,1	7 731,0	6 656,6	-13,9%	15,6%
Armes, munitions et leurs parties et accessoires	1 622,2	196,0	1 261,3	134,8	3 308,2	2354,8%	103,9%

En glissement trimestriel, les importations ont enregistré une légère hausse par rapport au premier trimestre 2018. La hausse des importations des produits pétroliers, chimiques et du règne végétal ont été légèrement compensée par la baisse des importations de « machines et appareils, matériels électriques et leurs parties » et du matériel de transport.

Comparativement au même trimestre de 2017, les importations ont enregistré une légère hausse de 2,8% soit 15,3 milliards de FCFA. La hausse importations de « machines et appareils, matériels électriques et leurs parties » de 17,4 milliards de FCFA et de la facture pétrolière de 15,6 milliards de FCFA ont été le levier de cette évolution.

Source : MINEFID / INSD

EXPORTATIONS EN VALEURS (En moi de Francs CFA)	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	Glissement	
	2017	2017	2017	2018	2018	trimestriel	annuel
TOTAL	446 311,4	310 719,9	461 664,1	602 153,1	434 801,8	-27,8%	-2,6%
dont :							
Animaux vivants et produits du règne animal	344,7	238,9	207,2	565,0	266,5	-52,8%	-22,7%
Produits du règne végétal	80 460,3	22 853,2	31 871,0	97 079,8	81 786,6	-15,8%	1,6%
dont arachides, sésame et autres graines et fruits oléagineux	14 256,5	10 105,7	24 802,5	42 861,7	6 137,3	-85,7%	-57,0%
Graisses et huiles animales ou végétales	2 826,7	3 201,8	2 859,0	3 281,0	2 379,7	-27,5%	-15,8%
Produits des industries alimentaires ; boissons, alcools	1 820,4	2 185,8	1 853,2	2 549,1	3 032,2	19,0%	66,6%
Produits minéraux	206,8	245,5	99,5	401,9	82,0	-79,6%	-60,4%
Produits des indust. chimi. ou des indust. connexes	954,4	954,2	1 474,4	935,0	1 190,6	27,3%	24,7%
Mat. plastiq. et ouvrages en ces matières ; caoutchouc	320,8	316,7	1 126,4	85,6	84,7	-1,0%	-73,6%
Peaux, cuirs, pelleteries et ouvrages en ces matières	0,1	0,3	0,5	8,8	56,1	537,4%	#####
Bois, charbon de bois et ouvrages en bois ; liège	36,6	12,0	8,0	29,8	1,9	-93,7%	-94,9%
Pâte de bois ou d'autres matières fibreuses cellulosiques	10,5	45,7	1,6	91,7	18,0	-80,4%	71,9%
Matières textiles et ouvrages en ces matières	62 038,5	6 124,5	77 248,1	132 549,8	23 895,9	-82,0%	-61,5%
dont coton fibre	51 986,5	5 148,2	75 832,6	132 101,9	23 051,5	-82,6%	-55,7%
Chaussures, coiffures, parapl., parasols, cannes, fouets	9,6	5,8	4,6	0,4	3,9	1005,7%	-59,4%
Ouvrages en pierres, plâtre, ciment, amiante, mica	74,1	81,3	59,2	79,1	75,8	-4,3%	2,2%
Perles fines/de culture, pierres gemmes, mét. précieux	274 492,4	239 161,1	298 699,5	323 375,0	290 690,4	-10,1%	5,9%
dont or	274 041,4	238 825,9	297 086,8	322 866,1	290 234,0	-10,1%	5,9%
Métaux communs et ouvrages en ces métaux	18 143,4	25 605,7	35 183,3	35 904,5	23 141,6	-35,5%	27,5%
Machines et appareils, mat. électrique et leurs parties	2 065,0	4 540,9	8 507,1	3 404,7	5 865,4	72,3%	184,0%
Matériel de transport	1 988,2	3 342,8	2 088,0	1 492,0	1 401,1	-6,1%	-29,5%
Instruments et appareils d'optique, de photographie	204,5	777,2	95,0	143,9	191,1	32,8%	-6,6%
Marchandises et produits divers	246,8	871,1	210,8	106,4	309,5	190,9%	25,4%



Au deuxième trimestre 2018, les exportations enregistrent une baisse de 27,8% comparativement au trimestre précédent, portant le niveau des exportations de 602,2 milliards FCFA au premier trimestre 2018 à 434,8 milliards FCFA. Cette baisse est imputable principalement à la baisse des principaux produits d'exportations que sont l'or non monétaire, le coton fibre et les produits du règne végétal. En effet, les exportations de coton fibre ont baissé de 109,1 milliards de FCFA, celles de l'or non monétaire de 32,6 milliards de FCFA et celles des produits du règne végétal de 15,3 milliards de FCFA.

En glissement annuel, la même tendance est observée mais dans des proportions moindres avec une légère baisse de 2,6%, soit 11,6 milliards de FCFA par rapport au même trimestre de 2017. Cette évolution est imputable principalement à la baisse des exportations de coton fibre. En effet, les exportations de coton fibre ont baissé de 28,9 milliards de FCFA.

Source : MINEFID / INSD

- Taux de change du dollar :

Sur le marché des changes, le dollar américain connaît un regain de valeur vis à vis du FCFA et a connu une hausse de 3,2% de sa valeur en rythme trimestriel au deuxième trimestre de l'année 2018. En moyenne, le dollar s'est échangé à 550,5 FCFA au deuxième trimestre 2018 contre 533,6 FCFA un trimestre plus tôt. Néanmoins, en glissement annuel, le cours actuel reste en deçà de sa valeur par rapport au franc CFA au même trimestre de l'année précédente. Il est en baisse de 7,7% ce trimestre comparativement au deuxième trimestre de 2017. L'appréciation du dollar par rapport au FCFA au cours de ce trimestre reste influencée par la forte hausse du taux de rendement des bons du trésor américain.

- Prix des produits exportés :

Le cours du coton poursuit sa hausse sur les marchés mondiaux. Il est en hausse de 3,2% au deuxième trimestre 2018 en revenant à 2058,2 dollars la tonne contre 1994,9 dollars au trimestre précédent. En glissement annuel, il a progressé de 7,5% grâce à sa précédente tendance haussière soutenue. Converti en franc CFA, la fibre de coton valait 1133,2 FCFA le kilogramme, contre 1064,5 FCFA au premier trimestre 2018, soit une hausse de 6,5%. Toutefois, combiné avec la baisse récemment soutenue du cours du dollar, le prix en FCFA est en baisse de 0,7% en glissement annuel. La hausse internationale du cours du coton reste influencée principalement par une forte demande en lien avec l'accélération de la croissance mondiale.

Evolution mitigée du cours de l'or au deuxième trimestre 2018. Après le retour à la hausse le trimestre précédent, le deuxième trimestre 2018 a été caractérisé par une baisse du cours du métal jaune de 1,8% en rythme trimestriel. Le cours de l'or valait, en moyenne, 42,0 dollars le gramme contre 42,8 dollars au premier trimestre 2018. Sur la base annuelle, le cours de l'or est plus haut que le niveau du même trimestre de l'année passée avec une hausse de 3,8% au deuxième trimestre 2018. Converti en franc CFA, l'or s'est échangé en moyenne à 23 123 francs le gramme, en augmentation de 1,3% en rythme trimestriel et en repli de 4,2% en glissement annuel. Le niveau du cours de l'once d'or reste influencé par le regain de confiance des investisseurs pour le dollar.

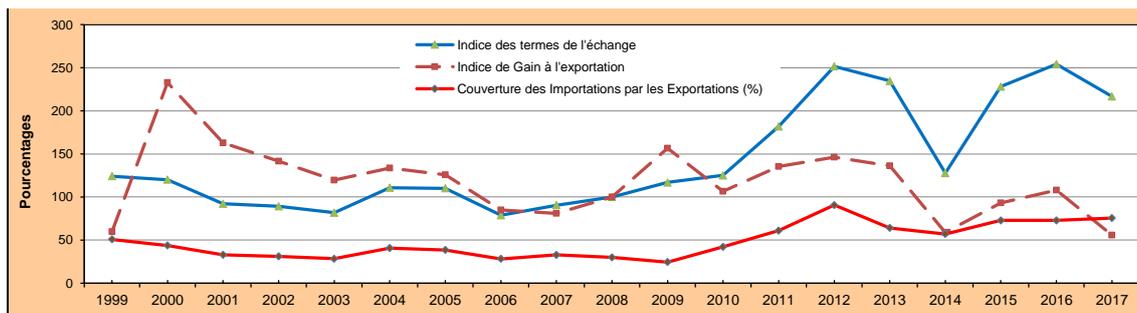
- Prix des produits importés :

Sur le marché du pétrole, le deuxième trimestre 2018 a connu une hausse soutenue des cours. Le cours du baril de Brent s'est situé en moyenne à 74,3 dollars au deuxième trimestre 2018 contre 67,0 dollars le trimestre précédent, correspondant à une progression de 10,9%. En glissement annuel, il a enregistré un accroissement de 47,6% au deuxième trimestre 2018 grâce à sa tendance haussière depuis le premier trimestre 2016. Exprimé en franc FCFA, il est en hausse de 14,5% en rythme trimestriel et 36,2% en glissement annuel. L'évolution du cours du baril de pétrole reste influencée par l'effet conjugué d'une demande soutenue en lien avec la reprise économique mondiale et d'une réduction de l'offre liée à l'accord de l'OPEP et les tensions géopolitiques.

Source : MINEFID / D.G.E.P.

INDICES DU COMMERCE EXTERIEUR

TERMES DE L'ECHANGE Base 100 = 2007	12 2013	12 2014	12 2015	12 2016	12 2017	Var. 2017	
						Var./2016	Var./2015
Indice prix à l'exportation	234,3	207,3	231,2	160,7	178,3	11,0%	-22,9%
Indice prix à l'importation	117,3	90,9	90,9	94,0	82,3	-12,5%	-9,5%
Indice des termes de l'échange	127,8	228,1	254,2	170,9	216,6	26,7%	-14,8%
Indice de gain à l'exportation	59,0	93,1	108,0	44,1	55,8	26,5%	-48,4%
Couverture des Importations par les Exportations (%)	57,2	72,8	72,9	75,6	75,7	0,1%	3,8%



Globalement, si dans les années précédentes les exportations peinaient à couvrir le tiers des importations, de nos jours la tendance est à une nette amélioration du taux de couverture des importations par les exportations, avec un maximum de 91,5% atteint en 2011. Depuis, le taux de couverture régresse annuellement, passant de 91,5% en 2011 ; à 63,6% en 2012 et 57,2% en 2013. En 2014 cependant, le taux de couverture est en progression passant de 72,8% en 2014 ; 72,9% en 2015, 75,6% en 2016 et 74,9% en 2017. Cependant, le taux de couverture est passé à 100,5% au premier trimestre 2015.

Source : MINEFID / INSD

Définitions et abréviations

BCEAO :	Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest
DGEP :	Direction Générale de l'Economie et de la Planification
DGESS :	Direction Générale des Etudes et des Statistiques Sectorielles
DGTCP :	Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique
ENEC :	Enquête Nationale sur les Effectifs du Cheptel
Est. :	Estimation
IHPC :	Indice Harmonisé des Prix à la Consommation
INSD :	Institut National de la Statistique et de la Démographie
MAAH :	Ministère de l'Agriculture et des Aménagements Hydrauliques
MINEFID :	Ministère de l'Economie, des Finances et du Développement
MRAH :	Ministère des Ressources Animales et Halieutiques
Prov. :	Données provisoires
SONAGESS :	SOciété NAtionale de GEstion du Stock de Sécurité alimentaire
TOFE :	Tableau des Opérations Financières de l'Etat
UEMOA :	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

Elevage :

On entend de certains termes les définitions suivantes :

- taureau : bovin mâle de plus de trois ans,
- bélier : ovin mâle entier de plus de 15 mois ; ayant au moins 2 dents adultes,
- bouc : caprin mâle de plus de 15 mois ; ayant au moins 2 dents adultes.

Les marchés de référence sont :

- marché de production : Béna (province des Banwas, région de la Boucle du Mouhoun), To et Yilou
- marché d'exportation : Pouytenga (province du Kouritenga, région du Centre – Est), Fada N'Gourma et Bobo Colma.

Les données sur les prix des animaux sont collectées tous les jours de marché par des enquêteurs du dispositif du système d'information sur les marchés à bétail (SIM bétail).

Les effectifs du cheptel sont les résultats de deux enquêtes nationales réalisées respectivement en 1990 et en 2003 et

Monnaie :

Les disponibilités monétaires (M1), correspondent à une notion étroite de la monnaie. Elles comprennent la monnaie fiduciaire qui est composée des billets et pièces émis par l'agence nationale de la BCEAO pour le Burkina Faso, desquels on déduit les encaisses du Trésor et des banques, et la monnaie scripturale qui correspond aux soldes créditeurs des comptes de dépôts à vue en francs CFA ouverts au nom des particuliers et entreprises dans les banques, à la BCEAO et auprès des centres de chèques postaux. La monnaie au sens large (M2) comprend en plus de M1, les avoirs sous forme de bons de caisse, comptes à terme et autres comptes d'épargne gérés par les banques pour le compte des agents économiques.

Le ratio M1/PIB exprime le taux de liquidité de l'économie, tandis que le ratio M2/PIB, est appelé "profondeur financière". En effet, la qualité de l'intermédiation financière et les écarts entre les agents à capacité de financement et ceux à besoin de financement peuvent être appréhendés par un indicateur comme M2/PIB. Il évolue souvent dans le même sens que le taux de liquidité mais à un niveau plus élevé.

Commerce extérieur:

L'indice des termes de l'échange (ITE) est l'indice Paasches des prix à l'exportation (IPPE) rapporté à l'indice Paasches des prix à l'importation (IPPI). Si ITE < 100 on dit qu'il y a détérioration des termes de l'échange: ce qui signifie qu'il faudra exporter plus pour pouvoir payer une même quantité de produits étrangers achetés auparavant. Si ITE > 100 on dit qu'il y a amélioration des termes de l'échange : c'est à dire qu'une même quantité de produits nationaux permet maintenant d'acquérir une quantité plus importante de produits étrangers.

L'indice de gain à l'exportation (IGE) est égal à l'indice des termes de l'échange (ITE) rapporté à l'indice Laspeyres de volume

Soldes d'opinions:

Les soldes d'opinions sont des indicateurs de perception des chefs d'entreprises, obtenus en faisant la différence entre la proportion de répondants ayant exprimé une opinion positive (hausse) et la proportion de répondants ayant exprimé une

Moyenne quinquennale:

Pour les comparaisons aux trimestres des cinq dernières années, la moyenne quinquennale d'un trimestre i est obtenue en calculant la moyenne des cinq trimestres i des années considérées. Ainsi pour une année n. le taux de croissance du trimestre i par rapport aux cinq dernières années s'obtient par la formule:

où $X_{n,i}$ représente la valeur de X au trimestre i de l'années n.

$$\frac{\sum_{k=1}^5 X_{n-k,i}}{X_{n,i}}$$

Crédit des contributions

<i>NOM, Prénoms</i>	<i>Tâches</i>	<i>Structures</i>
RAMDE, B. François TRAORE, Bakari NIANGAO, Issaka	Coordonnateurs généraux	INSD
KABORE, Barbi	Indice harmonisé des prix à la consommation	INSD
KABORE, W. Denis	Prix des produits de l'élevage	DGESS/MRAH
PALE, Eric	Prix des produits agricoles	SONAGESS
SOW, Arouna	Soldes d'opinions	INSD
SOME, Sankar Placide	Indice harmonisé de la production industrielle	INSD
KABORE, W. Denis	Production de l'élevage	DGESS/MRAH
PALE, Eric	Production de l'agriculture	SONAGESS
KYELEM, K. Jean Paul MILLOGO, François BASSOLE, Wilfried Gustave	Finances publiques	DGESS/MINEFID DGTCP DGTCP
YAGO, Ahmed Racine	Situation monétaire	BCEAO
YAGO, Ahmed Racine	Secteur extérieur (Balance des paiements)	BCEAO
OUEDRAOGO, Dansané	Secteur extérieur (Export - Import)	INSD
TOUGMA, Jean Gabriel	Secteur extérieur (Cours des matières premières)	DGEP